

ENQUÊTE

Enjeux démographiques

QUEL AVENIR POUR LA SUISSE?

CE QUE PENSENT LES LEADERS
ET LA POPULATION SUISSES



Sommaire

Sophia 2011

1	Chapitre 1	LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION N'INQUIÈTE PAS LES SUISSES!	4
2	Chapitre 2	FAIBLE TAUX DE FÉCONDITÉ: UNE RÉALITÉ PLUS SUBIE QUE VOULUE!	10
3	Chapitre 3	L'AUGMENTATION DE LA POPULATION: CHANCE OU DANGER?	14
4	Chapitre 4	QUELLE POLITIQUE D'IMMIGRATION POUR LA SUISSE?	20
5	Chapitre 5	QUELLE PERCEPTION DE LA SUISSE AU SORTIR DES ANNÉES DE CRISE?	26
		CONCLUSION	30

FICHE TECHNIQUE DE L'ÉTUDE «ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES, QUEL AVENIR POUR LA SUISSE: ÉTAT DE L'OPINION»

L'étude Sophia 2011 initiée et menée par M.I.S Trend, Institut de recherches économiques et sociales (Lausanne et Berne), s'adresse chaque année à deux cibles distinctes. D'une part le grand public à raison de 493 Romands, 521 Alémaniques et 195 Tessinois représentatifs de la population âgée de 18 à 74 ans. Cette disproportionnalité permet de minimiser la marge d'erreur sur chaque région ($\pm 4,5\%$ pour la Romandie et la Suisse alémanique et $\pm 7,0\%$ pour le Tessin). Une pondération mathématique permet de retrouver ensuite le poids démographique réel des trois

régions dans les résultats totaux (marge d'erreur $\pm 2,8\%$). Ces 1 209 personnes ont été interrogées par téléphone du 14 février au 12 mars. Sophia consulte en outre environ 400 leaders d'opinion qui développent leur activité en Suisse. Ils sont détectés en raison de leur réflexion sur le présent et l'avenir de la Suisse, des messages qu'ils diffusent et de la place qu'ils prennent dans la vie publique suisse. Par souci de représentativité, ils appartiennent au monde de l'économie, de l'administration, de la science et de l'éducation, de la culture et de la politique. Ils sont Latins ou Alémaniques,

41% ont un rayon d'action international et 25% exercent un mandat politique au niveau communal, cantonal ou fédéral. Ils ont été consultés durant les mois de février et mars à l'aide d'un questionnaire auto-administré électronique ou postal. La marge d'erreur maximale sur cet échantillon est de $\pm 5,0\%$. Cette étude a été réalisée à l'occasion du Forum des 100 de «L'Hebdo», qui se tient à Lausanne le 12 mai 2011. Des extraits sont également publiés en Suisse alémanique par les quotidiens «Tages-Anzeiger» et «Der Bund», et au Tessin par l'hebdomadaire «Il Caffé». ▶



CHANTAL TAUXE
L'HEBDO
RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

Sophia 2011

Les enjeux de l'année électorale

Ce que pensent les Suisses et ce que pensent les leaders. En année électorale, l'enquête Sophia menée par l'Institut M.I.S Trend, et présentée au Forum des 100 de L'Hebdo, se révèle aussi précieuse qu'éclairante. En scannant pour cette édition les enjeux démographiques, elle dessine une Suisse qui se sent mal préparée à affronter les défis de la croissance et du vieillissement. Mais, sur la problématique migratoire, elle offre une vue fine des opinions que le débat politique, souvent caricatural, capte mal.

LA SUISSE SE SENT MAL PRÉPARÉE À AFFRONTER LES DÉFIS DE LA CROISSANCE

Deux ans après le vote sur la confirmation des accords bilatéraux et la prolongation de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne, les leaders savourent l'horizon bleu positif de la croissance économique. La population reste, elle, tentée par un retour au contingentement de la main-d'œuvre étrangère. Il faut y lire une inquiétude plutôt qu'un rejet. En témoigne la question sur l'afflux controversé de cadres étrangers, 55% des Suisses le jugent nécessaire au développement économique du pays. Malgré l'acuité de ce débat dans l'arc lémanique et les Montagnes neuchâteloises,

60% des Romands n'y trouvent vraiment rien à redire. Au total, un tiers de la population dit «ça suffit».

Face aux immigrés étrangers, les autochtones font des nuances. Ils considèrent les établis de longue date comme étant des leurs: pas de mesures protectionnistes, pas de préférence nationale à leur encontre. Cette mansuétude s'étend aux enfants de sans-papiers : il faut les autoriser à suivre un apprentissage et les régulariser ensuite, souhaitent population et leaders dans une proportion insoupçonnée de plus de 70%. Un message clair aux autorités fédérales et cantonales, saisies du problème. Au total, quand les réticences s'expriment, elles se focalisent sur l'arrivée de nouveaux migrants non européens.

Une autre révélation de Sophia 2011 interpelle: l'initiative pour la protection des paysages qui demande le gel des zones à bâtir pour vingt ans trouverait une majorité. Ce résultat sonne comme un appel ou un avertissement aux politiques qui seront désignés cet automne: il est temps de débattre non plus seulement des conditions-cadres de la croissance (accords avec l'UE), mais des manières d'accompagner la prospérité. Zones à bâtir bloquées ou réservées aux natifs, densification de l'habitat, les Suisses réclament des solutions concrètes. ▶



Sophia 2011
MARIE-HÉLÈNE MIAUTON
PRÉSIDENTE DE M.I.S TREND, LAUSANNE ET BERNE,
INSTITUT DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES: L'AVENIR DE LA SUISSE EST AUSSI FLOU QUE COMPLIQUÉ!

Pour dire vrai, le vieillissement démographique n'inquiète pas les Suisses, par opposition aux enjeux écologiques, selon le grand sondage d'opinion réalisé par M.I.S Trend et diffusé par L'Hebdo. La thématique de Sophia 2011, contrairement à celle de 2010 (la crise économique) ou de 2009 (la Suisse romande en questions), ne semble donc pas centrale aux leaders ni à la population. Pourtant, dès lors que le questionnaire abordait des sujets brûlants comme la politique d'immigration ou d'intégration par exemple, les résultats deviennent contradictoires mais passionnantes. L'étude permet de savoir que les Suisses aimeraient plus d'enfants qu'ils n'en ont, la gestion de l'activité professionnelle en même temps que de la vie de famille expliquant ce décalage. Ils sont donc favorables à une politique nataliste reposant sur plusieurs piliers, ce d'autant que la solution d'un flux migratoire positif ne semble pas adéquate à la moitié du grand public ni à un quart des leaders, qui redoutent la perspective d'une Suisse de 9 millions d'habitants! Pourtant, ils admettent que le développement économique du pays exige d'importer de la main-d'œuvre de haute ou de basse qualification. Enfin, en phase avec le succès du livre de Thilo Sarrazin en Allemagne, plus de la moitié des personnes consultées sont préoccupées par la disparition à terme des Suisses de souche et une large minorité du grand public redoute des difficultés d'intégration avec la population étrangère pour les prochaines années.

Pourtant, la majorité des deux échantillons considèrent la politique d'immigration de la Suisse correcte, mais tendanciellement trop généreuse. C'est au niveau des réfugiés que les critiques sont les plus nombreuses alors que les cadres étrangers ont en revanche bonne cote.

Les résultats permettent également de confirmer l'inquiétude profonde qui perdure concernant l'avenir des retraites et du filet social, en raison l'an dernier de la crise économique et cette année de la démographie. Les leaders sont donc convaincus qu'il faut reculer l'âge de la retraite, ce dont la population ne veut pas entendre parler! L'étude offre toutefois le tableau réjouissant d'un pays qui a confiance dans ses institutions et dans ses structures, qui regarde l'avenir avec optimisme et qui ne montre jamais de véritable fossé entre le grand public et ses dirigeants. Ni d'ailleurs entre les générations! Attention pourtant au Tessin, une région systématiquement plus préoccupée que les autres des problèmes qui lui sont soumis. Attention aussi à ce que le clivage entre la droite et la gauche, pour naturel qu'il soit, ne coupe pas le pays en deux sur les questions sensibles liées à l'immigration en particulier ou à la question européenne.

Merci enfin à tous ceux qui nous ont répondu, bonne lecture et à l'an prochain.

En collaboration avec Mathias Humery
Directeur associé de M.I.S Trend, Lausanne et Berne, Institut de recherches économiques et sociales

Malgré les avertissements des démographes, les conséquences du vieillissement de la population ne suscitent pas beaucoup d'inquiétudes. L'idée d'élever l'âge de la retraite est rejetée par la population, mais acceptée par les leaders.

Le vieillissement de la population n'inquiète pas les Suisses!

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

Comme toujours lorsque le spectre d'une crise économique s'efface et que nul autre problème lourd n'affecte la population, celle-ci concentre ses préoccupations sur des thèmes plus généraux et plus éloignés de sa sphère d'intérêt immédiate. En l'absence de licenciements massifs provoquant un taux de chômage élevé en Suisse, ou de dysfonctionnements politiques récurrents, les leaders comme la population se soucient donc plus de l'état écologique de la planète que des coûts de la santé, de la situation économique ou de l'insécurité... et bien plus que du vieillissement de la population qui ne les tracasse guère. Pourtant, ce n'est pas faute aux démographes d'exposer la situation. Au cours des dernières décennies, les taux de fécondité ont chuté dans la plupart des pays du monde, même si le taux de remplacement n'est pas problématique que dans les pays développés. Cette situation a entraîné une modification de la pyramide des âges, avec des conséquences non négligeables sur bien des aspects de

nos sociétés. En Suisse, le sujet se corse puisque le nombre des naissances est très faible mais que la population s'accroît cependant en raison d'un solde migratoire positif. Cela permet de redouter à la fois le vieillissement de la population et son augmentation, deux aspects problématiques sous des angles différents mais qui cumulent leurs effets, au niveau du besoin en infrastructures particulièrement.

Pourtant, force est de constater que ces conséquences, déjà réelles ou à venir, ne semblent guère préoccuper les Suisses. Pour commencer, ils ne voient pas s'élargir le fossé entre les générations, ce dont il faut évidemment se féliciter. Bien sûr, de nombreuses valeurs propres aux aînés tendent à disparaître, mais n'est-ce pas ce qu'on entend depuis toujours: des jeunes moins travailleurs, moins polis, moins responsables... chacun, quel que soit son âge actuel, a déjà entendu cette rengaine! Il n'y a donc pas péril en la demeure et

deux tiers des moins de 45 ans montrent une sérénité que partagent les trois quarts de leurs parents et grands-parents, ainsi que quatre cinquièmes des leaders du pays. De même, la crainte d'un affaiblissement de la créativité ou du dynamisme de la Suisse n'habite guère les répondants, alors que la confiance dans l'avenir des sociétés et leur faculté de se projeter dans le futur sont fortement liées à leur structure démographique, estiment les spécialistes.

Les dispositions concrètes mises en avant dans ce débat sont liées aux soins de la santé et aux soins de longue durée, aux adaptations des retraites et aux prestations d'invalidité. C'est donc au niveau de la sécurité sociale que se situe, selon les personnes interrogées, le principal effet du vieillissement de la population. On sait que le souci des retraites est récurrent dans les sondages réalisés auprès du grand public, largement confirmé par l'échec de la modification du taux de conversion des rentes proposée au peuple en mars 2010. Dès lors, ce ne sont pas moins de 43% de la population qui jugent ce risque important, en particulier les jeunes et les femmes, contre 19% seulement des leaders.

«LA SUISSE N'ANTICIPE JAMAIS RIEN, ELLE NE PLANifie JAMAIS, ELLE NE SAIT QUE RÉAGIR, TROP TARD, TROP LENTEMENT, TROP "PETIT" ET TROP CHER.»

PAROLE DE LEADER

pourtant une vie active prolongée, pour autant que la formation continue et l'environnement de travail soit adaptés à cette évolution. Dans un autre registre,

la moitié de la population n'estime pas que l'arrivée sur son sol de peuples à taux de natalité élevé est la bonne solution au problème du vieillissement démographique. En revanche, les trois quarts des leaders y voient au contraire une solution acceptable, particulièrement ceux de gauche.

Toujours est-il que la Suisse ne semble pas très bien préparée à faire face aux conséquences de ce vieillissement démographique. Mais comment le serait-elle si le sujet n'est prioritaire ni pour les leaders ni pour le peuple. Notre société

doit donc encore montrer sa capacité à s'adapter au vieillissement et à procéder aux réformes indispensables. En effet, le «contrat» intergénérationnel est basé sur une réciprocité et un équilibre des efforts. Sera-t-il toujours équitable et supportable d'ici quelques années? Quand bien même les projections démographiques sont susceptibles d'être modifiées par des phénomènes nouveaux ou d'ampleur imprévue, les scénarios actuels posent nombre de sujets d'inquiétude. Les ratios de dépendances laissent craindre en effet que les jeunes générations peinent à fournir aux aînés

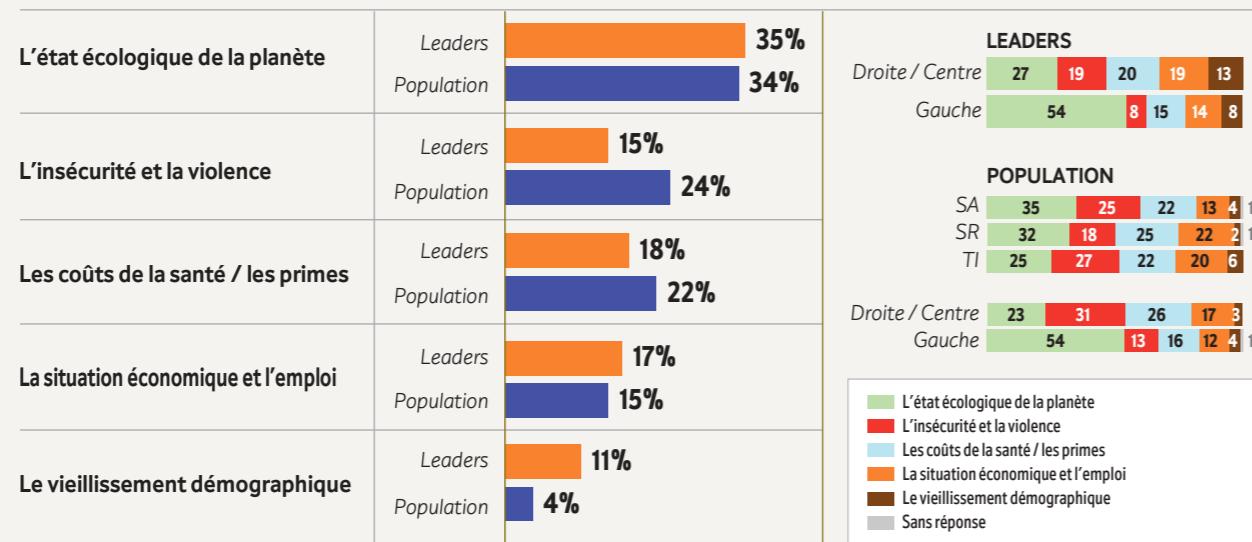
des prestations similaires à celles dont ils bénéficient actuellement.

Qui aura le courage politique de proposer des solutions impopulaires (élévation de l'âge de la retraite, augmentation des cotisations, etc.) ou de prôner le développement des infrastructures de soins si la thématique n'est pas mûre. En l'absence d'un véritable débat public, il faudra sans doute se trouver au pied du mur pour que, face à l'urgence, des décisions soient prises. Pour l'instant, l'éologie l'emporte, et ce n'est pas Fukushima qui modifiera les priorités! o



LE VIEILLISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE N'INQUIÈTE NI LA POPULATION NI LES LEADERS

Aujourd'hui, parmi les 5 problèmes suivants, lequel vous préoccupe le plus?

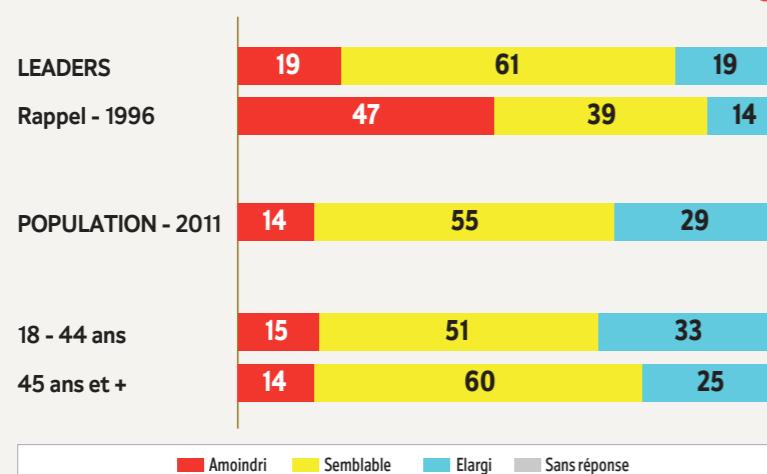


Le vieillissement démographique ne pose problème qu'à un leader sur dix. Dans la population, cette préoccupation est encore moins présente avec 4% seulement des citations. L'unique différence importante entre les réponses de la population et des leaders concerne l'insécurité, qu'un Suisse sur quatre mentionne, en particulier les Alémaniques et les Tessinois, ces derniers accordant moins d'importance à l'écologie. Structurellement, un fossé important se révèle entre les tendances politiques, la gauche donnant une telle importance à l'écologie que toutes les autres problématiques en sont

minorisées. Chez les leaders, les citations liées à l'environnement atteignent 27% à droite contre 54% à gauche, respectivement 23% et 54% dans la population. Sur ce thème, les leaders sont donc en phase avec la population. Concernant le vieillissement démographique, les leaders de droite sont un peu plus préoccupés que ceux de gauche (14% contre 8%). Les plus jeunes leaders citent moins l'insécurité que leurs aînés (6% contre 21%), alors que ce souci est stable quel que soit l'âge dans la population.

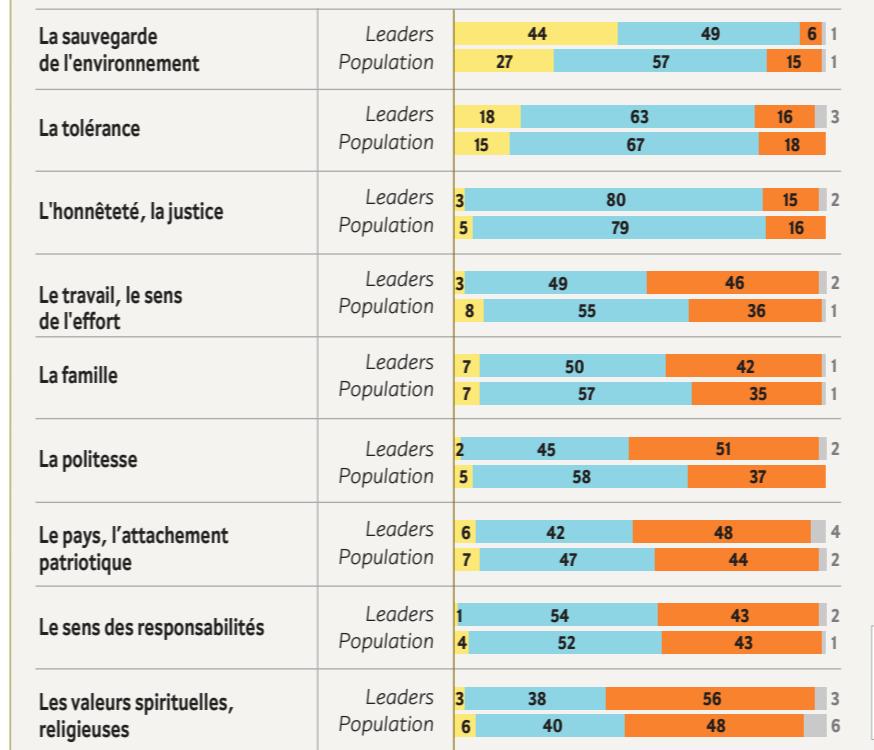
LE FOSSÉ ENTRE LES GÉNÉRATIONS N'EST PAS MAJEUR

Par rapport aux générations précédentes, avez-vous l'impression que le fossé entre les jeunes d'aujourd'hui et le monde des adultes s'est amoindri, est resté semblable ou s'est élargi?



DES VALEURS MIEUX PRÉSENTES CHEZ LES AÎNÉS, SAUF L'ÉCOLOGIE

Pour chacune des valeurs proposées, veuillez indiquer si elle est selon vous plus importante chez les personnes de moins de 30 ans ou plus importante chez leurs aînés.

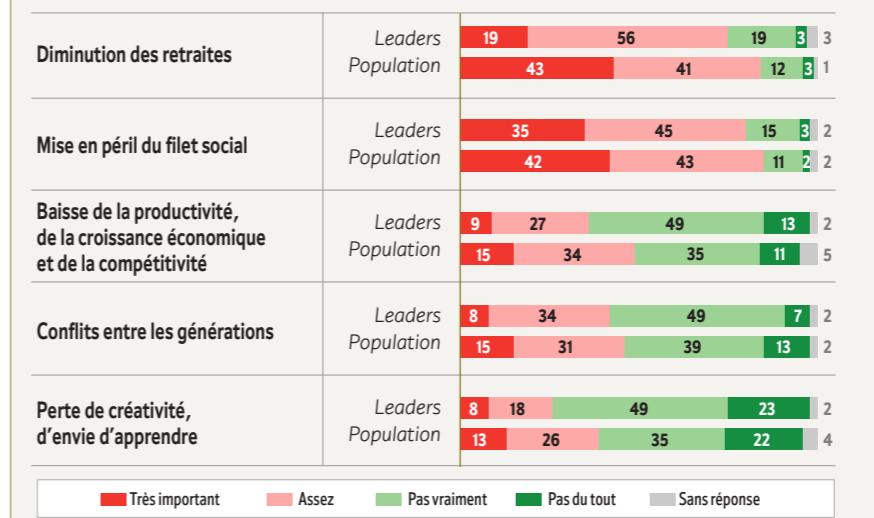


Si fossé il y a entre les générations, c'est parce que les aînés auraient un certain nombre de valeurs mieux ancrées: l'attachement patriotique, le sens religieux, la politesse, le goût du travail, le sens des responsabilités et de la famille. En revanche, les jeunes seraient plus sensibles à l'environnement et ex aequo avec les aînés concernant la tolérance. Ces opinions sont convergentes chez les leaders et la population. Les jeunes s'expriment exactement comme leurs aînés sur ces diverses valeurs, ce qui laisse entendre qu'il n'y a pas de cliché anti-jeunes dans la population mais un constat partagé. De façon générale d'ailleurs, les résultats de Sophia ne montrent pas des opinions suffisamment éloignées selon l'âge pour en déduire un fossé entre les générations.

Plus importante chez les moins de 30 ans
Aussi importante pour tous
Plus importante chez les plus de 30 ans
Sans réponse

PRINCIPAL EFFET DU VIEILLISSEMENT: ATTEINTES AUX RETRAITES ET AU FILET SOCIAL!

Pour chacun des effets potentiellement liés au vieillissement de la population suisse, veuillez indiquer si, d'ici 20 à 30 ans, il sera selon vous important ou non.

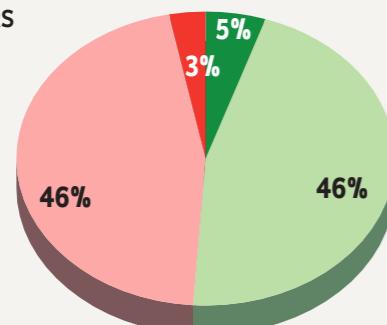


Le vieillissement de la population aura pour principal effet de mettre en péril les retraites et le filet social que connaît la Suisse actuellement. Les leaders et la population sont d'accord, même si le grand public en est encore plus convaincu que les leaders au sujet des retraites (43% contre 19% jugent ce risque très important). Une baisse potentielle de la productivité est ressentie par un tiers des leaders et par la moitié de la population. Les soucis sont un peu moins concernant une perte de créativité mais bien présents toutefois (26% et 39%). Quant au conflit de générations que le vieillissement pourrait engendrer, il semble important à un peu moins de la moitié des deux échantillons. Dans la population, les jeunes sont plus soucieux pour les retraites et le filet social de même que les femmes. Chez les leaders, la droite craint plus que la gauche une perte de productivité et de créativité.

L'AVENIR DES RETRAITES PRÉOCCUPE LA MOITIÉ DES LEADERS ET DE LA POPULATION

Etes-vous optimiste ou pessimiste quant à l'évolution des retraites en Suisse pour les 3 prochaines années?

LEADERS

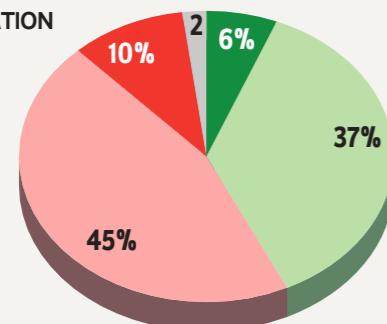


Moins de 55 ans	5	36
55 ans et +	52	5

Droite / Centre	4	42
Gauche	6	55

Très optimiste	2
Assez optimiste	36
Assez pessimiste	46
Très pessimiste	5

POPULATION



Les jeunes leaders se montrent beaucoup plus soucieux pour l'avenir des retraites que leurs aînés (59% contre 42%) et la différence existe également dans la population (64% des moins de 45 ans contre 48% des plus âgés). En revanche, droite et gauche réagissent de la même façon dans les deux échantillons. Ce souci des retraites était déjà bien présent dans Sophia l'an dernier et c'était une des conséquences de la crise la plus redoutée.

«C'EST UNE CHANCE DE POUVOIR COMPTER SUR LA MIGRATION MAIS ÉGALEMENT UN DÉFI POUR FAIRE COHABITER DIFFÉRENTES CULTURES. LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE QUI ENTRAÎNE LE FLUX MIGRATOIRE DEVRAIT ÊTRE MIEUX MAÎTRISÉE. ET L'ÉQUILIBRE ENTRE LE SUD ET LE NORD FAVORISÉ.» PAROLE DE LEADER

RECULER L'ÂGE DE LA RETRAITE: LEADERS FAVORABLES, POPULATION OPPOSÉE!

L'évolution démographique exigerait une modification des solidarités puisqu'il n'y aura plus assez d'actifs par rapport aux non-actifs. Dès lors, êtes-vous favorable ou non aux propositions suivantes:

Instaurer une assurance destinée à financer le séjour en EMS

	Leaders	Population	
18 - 29 ans	10	17	2
30 - 44 ans	37	37	2
45 - 59 ans	29	24	20
60 ans et +	22	16	43
		17	36
		12	34
		24	38

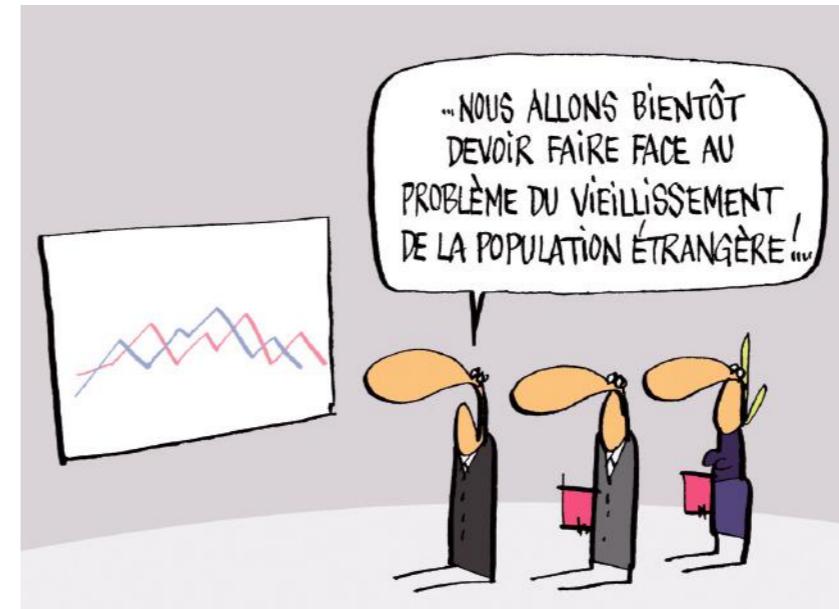
Reculer l'âge de la retraite

	Leaders	Population	
- de 60 ans	35	13	1
60 ans et +	35	16	48
	14	22	1
	15	48	1

Les actifs de plus de 50 ans devraient verser des cotisations sociales plus élevées

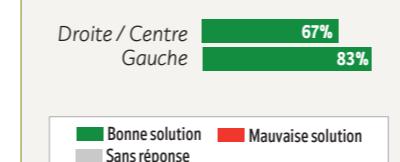
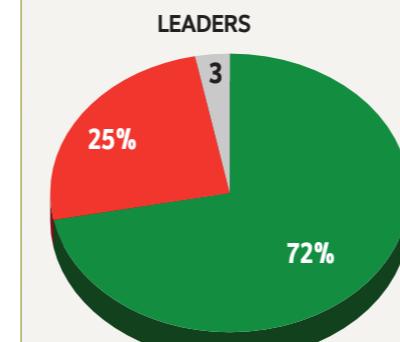
	Leaders	Population	
Tout à fait favorable	4	6	
Assez	16	20	
Pas vraiment	39	28	
Pas du tout	39	46	

Sept leaders sur dix sont favorables à une élévation de l'âge de la retraite contre trois sur dix seulement dans la population. Le sujet n'est donc pas près d'être réglé! Chez les leaders comme dans la population, les femmes et les jeunes s'y opposent plus fortement. En revanche, chez les leaders seulement, c'est la gauche qui n'en veut pas avec 48% des réponses contre 20% à droite. L'idée d'une assurance pour financer le séjour en EMS plaît à un peu moins de la moitié des leaders et un peu plus de la moitié de la population, avec un pic chez les plus jeunes et les plus âgés alors que les classes d'âges moyens sont plus réticentes. Seul un leader sur cinq et une personne sur quatre se montrent ouverts à des cotisations sociales plus élevées chez les aînés. L'idée ne passe donc pas.

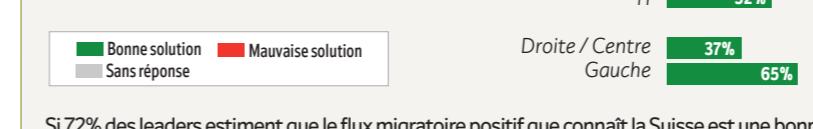


UN FLUX MIGRATOIRE POSITIF: UNE BONNE SOLUTION DISENT LES LEADERS MAIS LA POPULATION EST TRÈS PARTAGÉE

La population en Suisse augmente en raison d'un flux migratoire positif. A votre avis, est-ce une bonne ou une mauvaise solution à la question du vieillissement de la population?



Bonne solution Mauvaise solution Sans réponse



Bonne solution Mauvaise solution Sans réponse



Ce n'est pas le manque de crèches, mais l'activité professionnelle des femmes et le coût de l'éducation d'un enfant qui expliquent le faible taux de natalité de la Suisse. Favoriser l'immigration pour relever ce dernier ne soulève pas l'enthousiasme.

Faible taux de fécondité: une réalité plus subie que voulue!

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

Les indicateurs de fécondité en Europe sont bas selon les statistiques de l'INSEE 2009: 1,4 en Allemagne, en Autriche, en Espagne et en Italie; 1,8 en Belgique, au Danemark, en Finlande ou en Suède; 2,0 en France et au Royaume-Uni. Il culmine à 1,5 en Suisse cette même année selon l'OFS. Dans Sophia 2011, en ne considérant que les répondants âgés de 45 ans et plus, on constate qu'un tiers des interrogés n'ont pas eu le nombre d'enfants souhaité ou n'en ont pas eu du tout alors qu'ils en voulaient. Ces réponses sont plus nombreuses chez les femmes que chez les hommes et le phénomène est encore plus élevé chez les leaders dont 26% ont moins d'enfants qu'ils ne le désiraient et que 20% regrettent de ne pas en avoir du tout. Pourquoi? La question leur a été posée indirectement: quels phénomènes expliquent que le taux de natalité en Suisse (et en Europe) soit si bas?

La raison la plus fréquemment invoquée par la population et par les lea-

ders pour expliquer la baisse de la natalité est l'activité professionnelle des femmes (62% et 66%). Viennent ensuite l'envie des jeunes générations de profiter de la vie, ce qui leur a été rendu possible par les moyens de contraception évidemment, et le manque de moyens financiers pour élever un enfant qui est cité par 52% de la population alors que les leaders ne sont que 17% à y croire. Assez étonnamment, le manque de structures d'accueil ne ressort pas de façon majeure (33% et 38% seulement). Ainsi, les causes seraient multiples mais plutôt liées aux choix personnels des femmes et des couples plutôt qu'aux infrastructures qui leur sont proposées. Quand on précise aux répondants que le taux actuel de natalité en Suisse ne permet pas le renouvellement des générations, peu s'en inquiètent ou s'en désintéressent. La majorité manifeste une préoccupation assez tiède, en cohérence avec le faible intérêt porté au vieillissement démographique précédemment. Pourtant, seule une personne sur

cinq, chez les leaders comme dans la population, s'oppose à l'instauration d'une politique nataliste en Suisse et les trois quarts s'y montrent favorables, au moins mollement. Mais que faire pour encourager les naissances? En priorité, permettre aux parents de travailler à temps partiel, ainsi qu'augmenter le nombre de crèches. L'acceptation des autres propositions comme de meilleures allocations familiales ou des congés parentaux plus généreux divise les leaders qui en approuvent moins le principe que la population. C'est le contraire pour les horaires continus à l'école ou la scolarisation précoce des enfants qui n'enthousiasment pas le grand public.

Pourtant, il existe aujourd'hui trois grands registres de propositions en Europe pour améliorer la situation: des mesures liées à la politique de l'emploi (favoriser les modalités de travail des hommes et des femmes devant s'occuper d'enfants, ouvertes aux deux parents sans discrimination); des mesures de politiques publiques (développer les structures d'accueil et la taille des logements); des politiques d'ordre sociétal (promouvoir la répartition égale des tâches familiales au sein de la famille).

«LA POLITIQUE NATALISTE DOIT S'ACCOMPAGNER D'UNE DÉCULPABILISATION DES MÈRES QUI TRAVAILLENT.»

PAROLE DE LEADER

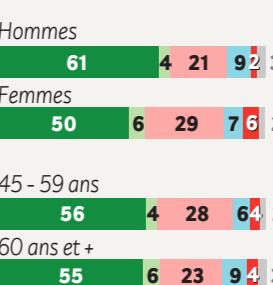
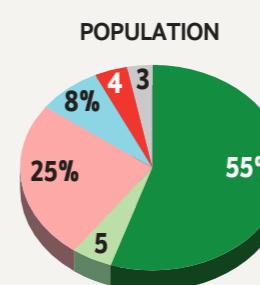
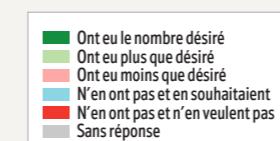
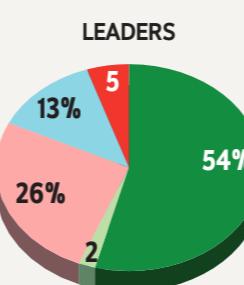
Aucune majorité ne se dessine pour favoriser l'immigration de populations à taux de fécondité élevé afin de contrebalancer le faible nombre des naissances en Suisse. Cette position s'explique sans doute par le fait que 54% des leaders et 55% de la population estiment que la disparition progressive de la population suisse de souche pose problème, en écho à l'énorme succès de librairie du livre de Thilo Sarrazin, *L'Allemagne va à la perte*, et de ses thèses pour le moins iconoclastes sur l'immigration. ▶



UN QUART DES LEADERS ET DE LA POPULATION ONT MOINS D'ENFANTS QU'ILS NE LE SOUHAITENT!

Avez-vous (eu) le nombre d'enfants que vous souhaitez(ez) avoir?

(Base: personnes de 45 ans au moins)

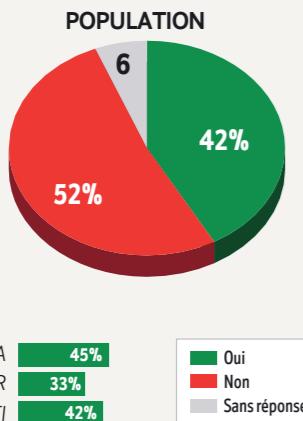


En considérant les répondants âgés de 45 ans au moins, qui ont donc pour la plupart déjà fini d'enfanter, on constate qu'un tiers n'ont pas eu le nombre d'enfants souhaité ou n'en ont pas eu du tout alors qu'ils en voulaient. Ce chiffre conséquent se retrouve dans une proportion légèrement supérieure chez les leaders dont 20% n'ont pas d'enfant.

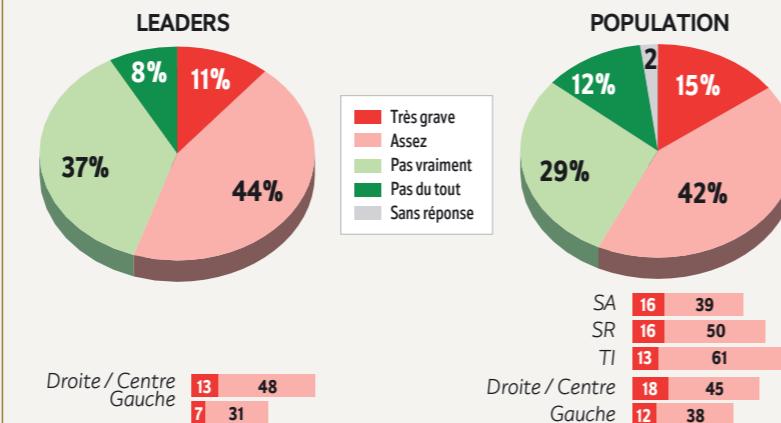
Même si la base d'observation est faible, les femmes leaders sont plus nombreuses à être sans enfant que les hommes (40% contre 15%), ce qu'on ne retrouve évidemment pas dans la population. Serait-ce chez elles un choix raisonné pour parvenir à un poste à responsabilité ou ce facteur aurait-il rendu possible leur accession au rang de leader?

PAS D'AFFOLEMENT SUR LE FAIBLE TAUX DE FÉCONDITÉ

Pensez-vous que le taux de fécondité permet le renouvellement des générations en Suisse?



En Suisse, avec un taux de fécondité de 1,5 enfant par femme au lieu des 2,1 nécessaires, le renouvellement des générations n'est pas assuré. Est-ce à votre avis un problème grave ou non pour la Suisse?

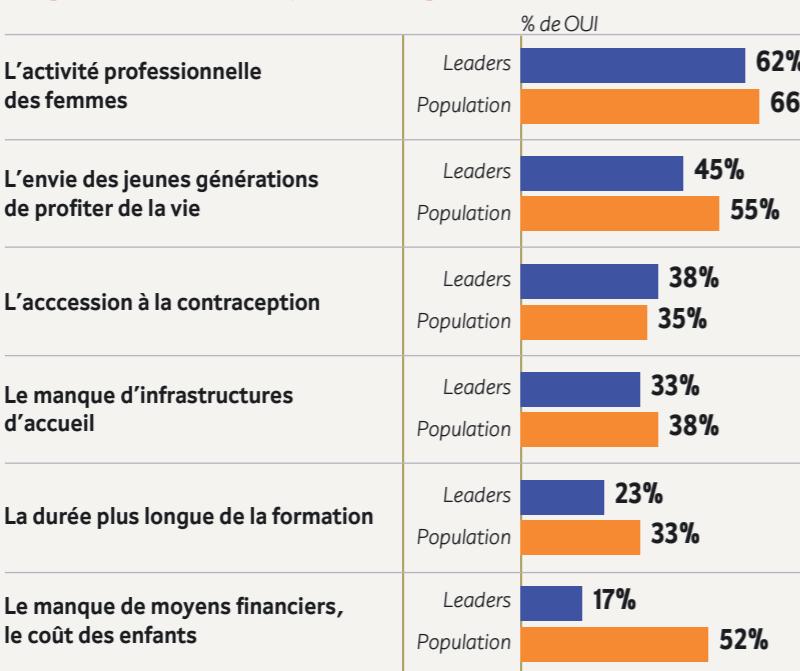


42% de la population ignore le fait que le taux actuel de natalité en Suisse ne permet pas le renouvellement de la population, plus particulièrement les Alémaniques. Quand on le leur dit, la réaction est mitigée aussi bien chez les leaders que dans le grand public dont respectivement 11% et 15% jugent que le problème est très grave et un nombre équivalent pas grave du tout. Tous les autres montrent

des jugements tièdes (assez grave ou assez peu grave). Cependant, la majorité se montre préoccupée dans les deux échantillons consultés (55% des leaders et 57% de la population), la droite plus que la gauche qui porte sur cette question un regard sans doute plus écologique. Dans la population, les Alémaniques (55%) sont moins soucieux que les Romands (66%) ou les Tessinois (74%).

L'ACTIVITÉ DES FEMMES EXPLIQUERAIT LA BAISSE DE LA NATALITÉ

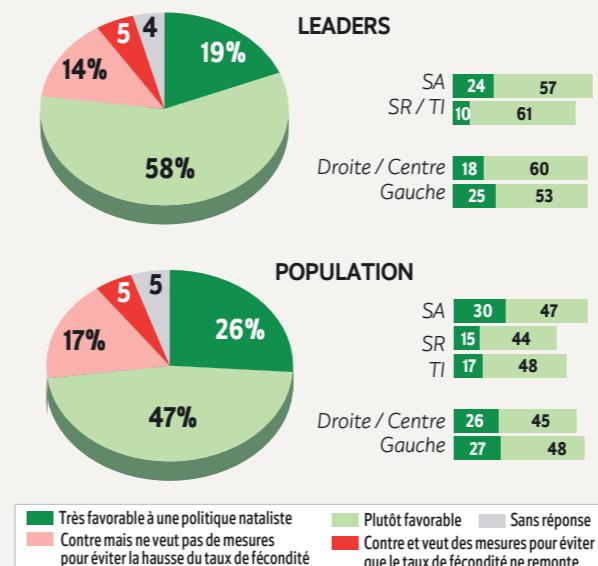
Voilà quelques raisons qui sont parfois citées pour expliquer la baisse du taux de fécondité en Suisse. Pour chacune, indiquez si elle vous semble jouer un rôle primordial.



La raison la plus fréquemment invoquée par la population et par les leaders pour expliquer la baisse de la natalité est l'activité professionnelle des femmes. Viennent ensuite l'envie des jeunes générations de profiter de la vie, ce qui leur a été rendu possible par les moyens de contraception évidemment. Le manque de moyens financiers pour élever un enfant est cité par 52% de la population alors que les leaders ne sont que 17% à y croire. Assez étonnamment, le manque de structures d'accueil ne ressort pas de façon majeure. Ainsi, les causes seraient multiples mais plutôt liées aux choix personnels des femmes et des couples plutôt qu'aux infrastructures proposées. Chez les leaders, la gauche ainsi que les femmes et les jeunes sont plus nombreux à citer le manque de structures d'accueil alors que les hommes pensent plutôt que les jeunes couples désirent profiter de la vie. Dans la population, ce sont les femmes et les Romands qui y pensent particulièrement.

LEADERS ET POPULATION POUR UNE POLITIQUE NATALISTE

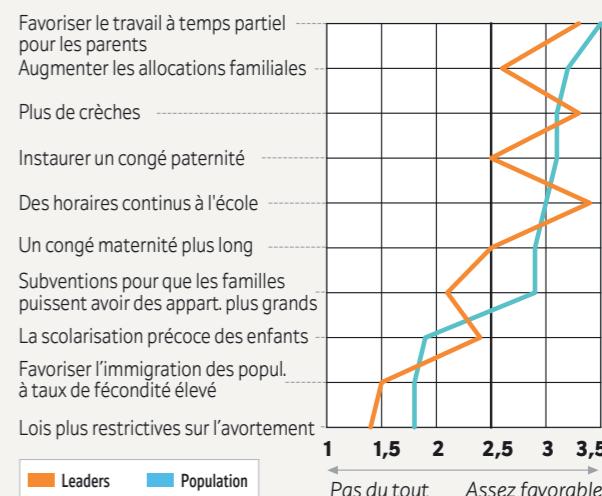
Certains considèrent qu'il faut mener une politique nataliste et assurer le renouvellement des générations. D'autres y sont opposés car ils considèrent la démographie comme une des causes principales des problèmes écologiques. Quelle est votre opinion?



Seuls 19% des leaders et 22% de la population s'opposent à l'instauration d'une politique nataliste en Suisse. Les trois quarts y sont donc favorables, même si leur affirmation est assez molle (assez favorable). Dans les deux échantillons, ce sont les Alémaniques qui sont les plus convaincus (30% contre 15% tout à fait convaincus dans la population et 24% contre 10% chez les leaders), alors qu'il n'y a guère de différence entre la droite et la gauche.

LA MEILLEURE MESURE NATALISTE: LE TEMPS PARTIEL DES PARENTS

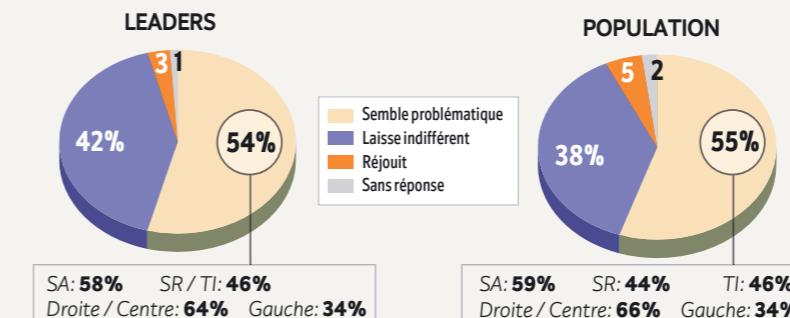
Voici une série de mesures qui pourraient permettre d'augmenter la natalité en Suisse. Pour chacune, indiquez si vous y êtes favorable ou non.



Les deux échantillons se rejoignent pour prôner en priorité le temps partiel des parents afin d'améliorer la natalité, ainsi que plus de crèches. Les leaders pensent aussi aux horaires continus à l'école alors que la population y est moins sensible. Elle se préoccupe plutôt de prestations financières (allocations familiales, subventionnement d'appartements plus grands) ou de congé parental, ce qu'un plus grand nombre de leaders réprouve. La scolarisation précoce des enfants plaît assez aux leaders mais pas à la population alors que les deux jugent peu adéquat de favoriser l'immigration de populations à taux de fécondité élevé. Chez les leaders et dans la population, la gauche et les Latins sont nettement plus favorables à toutes les mesures proposées alors qu'il n'y a guère de différence entre jeunes et moins jeunes leaders.

LE PROCESSUS DE DISPARITION DES SUISSES DE SOUCHE TRACASSE LA MOITIÉ DE LA POPULATION ET DES LEADERS

Par leur taux de fécondité actuel, les Suisses sont dans un processus de disparition, comme les populations indigènes de la plupart des pays européens. Cette perspective vous semble problématique, vous laisse indifférent ou vous réjouit?



Pour 54% des leaders et 55% de la population, la disparition progressive de la population suisse de souche pose problème. Il s'agit plus particulièrement des Alémaniques mais surtout de la droite, aussi bien dans un échantillon que dans l'autre. Le reste des opinions relève de l'indifférence, car seuls 3% et 5% des personnes se réjouissent de ce phénomène. Dans la population, les opinions sont stables de 18 à 60 ans. Au-delà, l'inquiétude est plus grande (64% contre 52%).



Population et leaders jugent de manière opposée l'accroissement de la population en Suisse. Les uns s'en inquiètent, les autres s'en réjouissent. Concentrer les habitants en ville, pour répondre au manque de logements... une bonne idée.

L'augmentation de la population: chance ou danger?

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

Quelle est la situation démographique actuelle en Suisse? Notre pays suit une voie assez particulière en Europe puisque sa population est en nette croissance: 1,1% en 2009 contre 0,55% pour notre voisine la France par exemple. Mais cette augmentation n'est pas seulement caractéristique de l'an dernier puisqu'elle atteignait déjà 1,4% en 2008, contre 0,6% à 0,7% auparavant. Début 2010, la Suisse comptait donc environ 7,8 millions d'habitants contre 7,2 millions en l'an 2000.

La croissance de la population s'explique par un solde migratoire positif. Il s'agit pour beaucoup de ressortissants d'Etats membres de l'UE/AELE dont les deux tiers immigrent en Suisse pour y travailler. Cette nouvelle population se concentre principalement dans les grands centres urbains, même si les zones rurales croissent aussi. En outre, les cantons ne vivent pas le phénomène de la même façon: Vaud (+1,9% en 2009),

Obwald (+1,8%), Fribourg (+1,7%), Genève (+1,6%), Valais, Argovie et Zurich (+1,4%) ainsi que Thurgovie (+1,2%) présentent des taux d'accroissement démographique supérieurs au 1,1% de la moyenne suisse. En conséquence, un total d'environ 1,7 million d'étrangers résident en Suisse (21,6% de la population) sans les fonctionnaires internationaux, les

«UNE TELLE AFFLUENCE NÉCESSITE UNE CONSTRUCTION INTENSE DE LOGEMENTS ET UN DÉVELOPPEMENT SOUTENU. CERTAINS MILIEUX POLITIQUES SONT OPPOSÉS À CE DÉVELOPPEMENT.»

PAROLE DE LEADER

demandeurs d'asile ni les autorisations de séjour de moins de 12 mois. Face à ces faits, la majorité des leaders estiment que l'accroissement de la population est une bonne, voire une excellente chose pour le pays

alors que le grand public est plus dubitatif avec 35% seulement d'avis favorables. Voilà qui pourrait donner ses chances à l'association Ecopop qui veut limiter la croissance de la population suisse à 0,2% et va lancer une initiative populaire intitulée «Stop à la surpopulation, pour la garantie des conditions de vie naturelles». Elle ne vise pas les étrangers affirment ses concepteurs mais la croissance annuelle de la population qui est trop grande à supporter pour le pays. Toutefois, sachant que 80% de cette augmentation vient de l'immigration, les Verts ne soutiendront pas cette initiative mais ils exigent une sélection plus rigoureuse des entreprises étrangères qui veulent s'établir en Suisse...

L'attitude de la population est-elle de nature écologique ou serait-ce une réaction à la présence étrangère en Suisse? Cette seconde interprétation doit être nuancée. En effet, dans les deux échantillons, la majorité s'exprime en faveur de l'apport indispensable des cadres étrangers à l'économie suisse. Tout au plus 38% de la population pensent que les inconvénients nés de leur affluence l'emportent sur les avantages, soit une faible minorité.

Pourtant, la population veut que les patrons favorisent les Suisses ou les étrangers qui vivent déjà légalement sur le sol helvétique par rapport aux nouveaux immigrants, qu'ils viennent de l'UE ou d'ailleurs. Les leaders également approuvent majoritairement une préférence nationale.

Comme l'an dernier dans Sophia 2010, on ne trouve pas une vraie majorité pour introduire un contingentement des travailleurs venant de l'UE, mais il faut noter que les Tessinois sont pour à 55% alors que les Suisses de souche, les naturalisés et les étrangers s'expriment de la même façon! Enfin, la majorité de la population estime qu'il faudrait li-



«REVOIR LE CONCEPT DE GESTION DU TERRITOIRE, ET DES MODÈLES DE DENSIFICATION QUALITATIVE.»

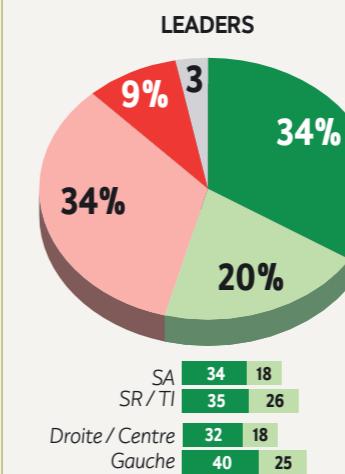
PAROLE DE LEADER

miter l'afflux de travailleurs étrangers afin de contrer l'accroissement de la population. Face à la nécessité reconnue d'un apport de forces vives venant de l'extérieur, il faut donc aménager le territoire: concentrer l'habitat dans les villes semble une bonne solution, mais les Tessinois et les Romands restent plus réticents que les Alémaniques. Les moins de 45 ans (qui ne sont pas encore propriétaires, souhaitent sans doute le devenir, et rêvent d'une villa à la campagne) sont un peu plus tièdes que leurs aînés...

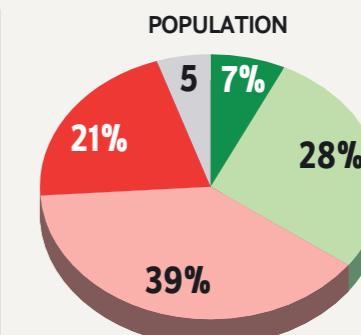
Outre la densification de l'habitat, l'initiative visant à figer le territoire constructible durant vingt ans suscite l'intérêt. La majorité y est favorable même si les réponses, aussi bien positives que négatives, sont encore mal affirmées. Mais le sujet polarise la droite et la gauche, surtout chez les leaders qui sont en revanche unanimes pour réservé des zones aux natifs empêchés de vivre dans leur commune en raison de l'afflux de cadres étrangers. Les Suisses de souche y sont encore plus favorables que les étrangers. □

L'AUGMENTATION DE LA POPULATION: UNE CHANCE POUR LES LEADERS, UN DANGER POUR LE GRAND PUBLIC!

Selon le scénario moyen de l'Office fédéral de la statistique, le pays pourrait passer de 7,8 millions d'habitants aujourd'hui à près de 9 millions en 2050. Vous-même, considérez-vous cette augmentation de la population comme une opportunité ou comme un problème?



Très grande opportunité
Assez grande
Problème assez important
Problème très important
Sans réponse

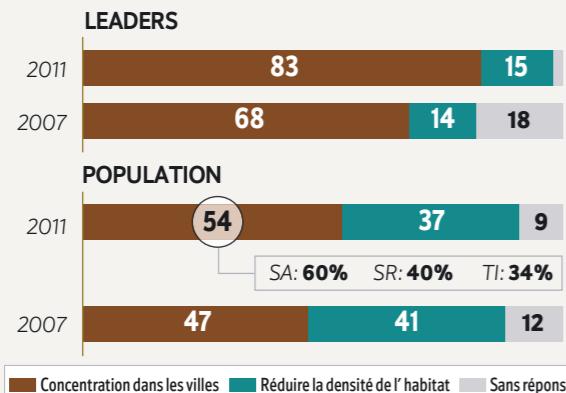


Très grande opportunité
Assez grande
Problème assez important
Problème très important
Sans réponse

La majorité des leaders estime que l'accroissement de la population est une bonne, voire une excellente chose pour le pays. Le grand public est plus dubitatif avec 35% seulement d'avis favorables. Il est étrange que la gauche, précédemment peu inquiète du faible taux de natalité de la Suisse, décrète ici que l'accroissement de la population due à l'immigration est une opportunité, ce que la droite répugne à affirmer, aussi bien chez les leaders que dans la population. Les Suisses (de souche ou naturalisés) sont moins favorables à cette augmentation que les étrangers. Les moins de 45 ans sont un peu plus optimistes mais sans former une majorité toutefois (41% jugent que c'est une opportunité contre 30% chez leurs aînés) ainsi que les Romands (48% contre 30% des Alémaniques).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE: CONCENTRER DANS LES VILLES

La politique d'aménagement du territoire devrait-elle plutôt viser la concentration de la population dans les villes pour limiter l'emprise sur le territoire ou, au contraire, tenter de réduire la densité de l'habitat pour permettre à chacun de profiter de la campagne?



Les deux échantillons consultés penchent vers une concentration de l'habitat dans les villes, et cette opinion évolue positivement depuis Sophia 2007, sans doute en raison du contexte de l'étude 2011 lié à l'augmentation de la population. A noter que, dans le grand public, les Tessinois et les Romands restent réticents alors que les Alémaniques semblent majoritairement convaincus (60% contre 40% des Romands et 34% des Tessinois). Les moins de 45 ans sont un peu plus tièdes que leurs ainés (50% veulent densifier les villes contre 57%), et les habitants des campagnes plus que les citadins (42% contre 57%). Chez les leaders, il y a consensus.

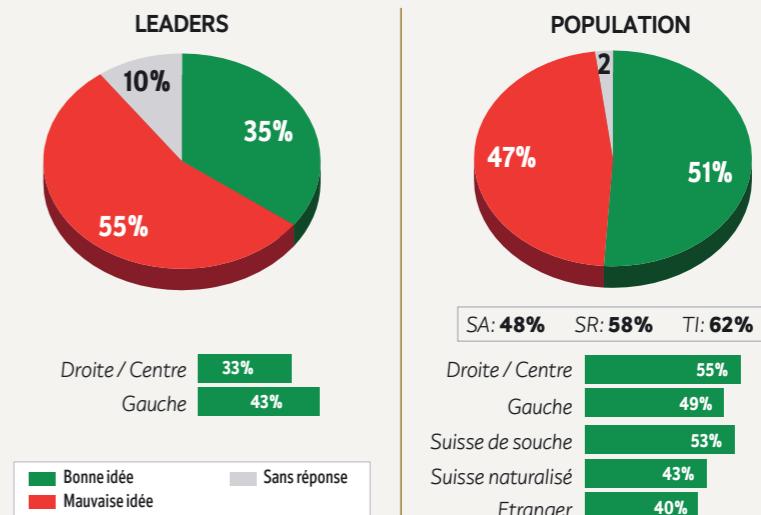


«IL Y A LE DÉVELOPPEMENT D'UNE SOCIÉTÉ DUALE. L'UNE NATIONALE ET L'AUTRE NÉE DE LA LIBRE CIRCULATION ET DE L'IMPÔT EXCESSIVEMENT BAS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES. LE RISQUE DE RUPTURE ENTRE LES DEUX MONDES EST ÉLEVÉ SI LES AUTORITÉS FÉDÉRALES, CANTONALES ET MUNICIPALES NE TIENNENT PAS PLUS COMPTE DES BESOINS DES POPULATIONS RÉSIDENTES.»

PAROLE DE LEADER

ZONES RÉSERVÉES: LA MOITIÉ DE LA POPULATION EST POUR!

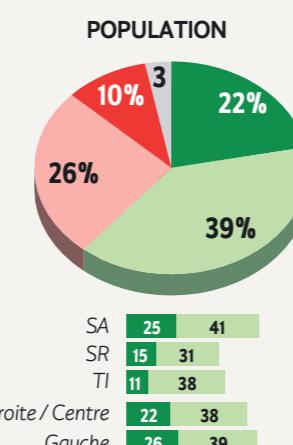
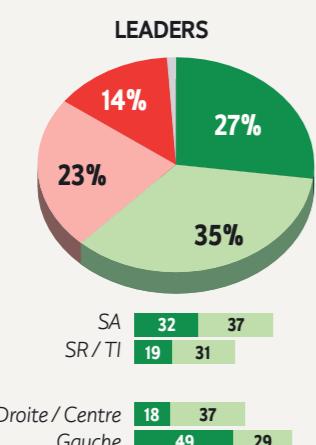
Certaines communes réfléchissent à instaurer des zones habitables réservées à leurs natifs qui ne parviennent plus à se loger dans leur commune en raison de la hausse des prix ou de la pénurie de logements. Trouvez-vous que c'est une bonne ou une mauvaise idée?



Pour la moitié de la population, c'est une bonne idée de réserver des zones aux natifs empêchés de vivre dans leur commune en raison de l'afflux de cadres étrangers. Contrairement aux opinions révélées dans la question précédente, la droite et la gauche sont ici unanimes, de même que les différents niveaux de formation. Les Romands et les Tessinois y souscrivent plus encore que les Alémaniques. En toute logique, les Suisses de souche y sont plus favorables que les étrangers.

FIGER DURANT 20 ANS LES ZONES CONSTRUCTIBLES: POURQUOI PAS?

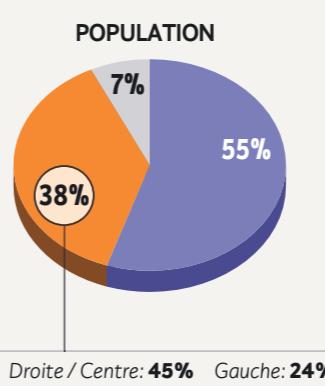
Une initiative vient d'aboutir qui préconise de figer pendant vingt ans les zones constructibles et d'encourager la densification de l'habitat. Vous-même, êtes-vous favorable ou non à cette idée de figer les zones constructibles?



Leaders et population présentent le même profil d'opinion au sujet de cette initiative: la majorité est favorable même si les réponses, aussi bien positives que négatives, sont encore mal affirmées. Avec cohérence par rapport à leur envie de densifier les villes, les Alémaniques sont ici plus convaincus que les Romands et les Tessinois. Mais le sujet polarise la droite et la gauche, surtout chez les leaders (49% de la gauche est très favorable contre 18% de la droite).

POUR UN BON TIERS DE LA POPULATION, LES CADRES ÉTRANGERS NE SONT PLUS BIENVENUS

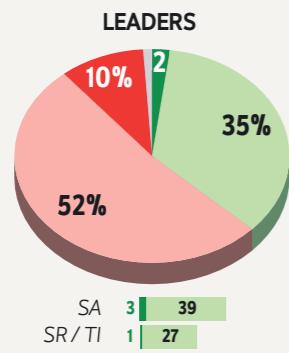
L'arrivée de cadres étrangers dans certaines zones dynamiques de la Suisse participe à la hausse des loyers et des prix du terrain ainsi qu'à la pénurie de logements vacants. Face à cette situation, diriez-vous ça suffit, il y a trop de cadres étrangers en Suisse ou leur arrivée vous semble nécessaire au développement économique?



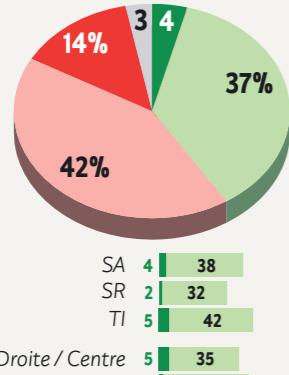
Pour 11% des leaders mais 38% de la population, les inconvénients nés de l'affluence de cadres étrangers l'emportent sur les avantages. Ça suffit disent-ils! Dans la population, la droite/centre semble plus exaspérée que la gauche (45% contre 24%) et les personnes de formation élémentaire ou professionnelle plus que les niveaux supérieurs (44% contre 25%), pourtant soumis à plus forte concurrence. Il n'en reste pas moins que, dans les deux échantillons, la majorité s'exprime en faveur de l'apport indispensable des cadres étrangers.

UNE SUISSE MOYENNEMENT PRÉPARÉE AUX CONSÉQUENCES DE L'AUGMENTATION DE LA POPULATION

Dans quelle mesure notre pays est-il préparé/prêt à affronter les conséquences de l'augmentation de sa population sur l'aménagement du territoire, le transport, les logements, les emplois, etc.?



POPULATION



Tout comme pour le vieillissement de sa population, la Suisse serait moyennement préparée à l'augmentation de ses habitants: elle le serait «assez bien» ou «assez mal», mais les avis tranchés sont rares. Les Romands, confrontés dans l'arc lémanique aux insuffisances des infrastructures et à la pression sur l'immobilier, sont particulièrement négatifs.

UNE LIMITATION DE L'IMMIGRATION SOUHAITÉE PAR LA MAJORITÉ DE LA POPULATION MAIS PAR UN TIERS DES LEADERS SEULEMENT

Certains considèrent qu'il est devenu nécessaire de prendre des mesures pour limiter la croissance démographique de la population suisse. Dès lors, êtes-vous favorable ou non aux propositions suivantes:

Limiter l'arrivée des populations étrangères	Leaders	11	24	32	32	1
	Population	27	32	22	17	2
Instaurer une taxe pour les étrangers désireux de s'installer en Suisse	Leaders	3	8	21	67	1
	Population	13	17	24	45	1
Ne plus chercher à attirer des sociétés étrangères	Leaders	4	32	59	2	2
	Population	10	18	32	36	4

Tout à fait favorable Assez Pas vraiment Pas du tout Sans réponse

Pour limiter la croissance démographique, trois propositions étaient soumises à réaction. Seule une limitation de l'immigration passe la rampe dans la population alors qu'une taxe pour les étrangers et un moratoire pour l'accueil de sociétés étrangères sont nettement repoussés. Quant aux leaders, ils refusent toutes ces mesures, sans doute parce qu'ils sont persuadés que les cadres étrangers sont d'un apport bienvenu pour la Suisse. Le tiers d'entre eux qui seraient favorables à une limitation de l'immigration sont plutôt de droite (46% contre 41% au centre et 14% à gauche), de même que dans la population (71% contre 39%) où les Alémaniques ou les Tessinois y sont également plus favorables que les Romands (64% contre 47%).



LA SUISSE A BESOIN DE FORCES VIVES EXTÉRIEURES

La Suisse aura-t-elle besoin dans le futur d'une plus forte immigration pour satisfaire les besoins du marché du travail?

Qualifications élevées	Leaders	78
	Population	76
Qualifications moyennes	Leaders	44
	Population	48
Qualifications modestes	Leaders	33
	Population	40
Droite / Centre	Leaders	26
	Population	36

SA: 52% SR: 39% TI: 29% Droite / Centre: 43% Gauche: 57%

La Suisse a besoin de forces extérieures, surtout hautement ou médiocrement qualifiées. Les trois quarts des leaders et environ la moitié de la population en sont persuadés. Les avis sont moins unanimes concernant le personnel moyennement formé. Dans la population, ce sont les Romands qui affirment avoir besoin de personnel peu qualifié et les Alémaniques de cadres supérieurs. De façon générale, la droite en est moins persuadée que la gauche et les jeunes mettent plus en doute le besoin en personnel de formation supérieure.

LA POPULATION LARGEMENT FAVORABLE AU PRINCIPE DE LA PRÉFÉRENCE NATIONALE

La priorité sur le marché du travail doit-elle être donnée aux citoyens suisses?

Par rapport à de nouveaux immigrés issus des pays de l'UE	% de OUI	
	Leaders	Population
Leaders	35	62
Population	69%	53%
Par rapport à de nouveaux immigrés issus des pays hors UE		
Leaders	56	63
Population	72%	53%
Par rapport aux immigrés déjà présents légalement en Suisse depuis plusieurs années		
Leaders	12	27
Population	30%	18%

La population est convaincue qu'il faut donner la préférence aux Suisses sur le marché du travail par rapport aux nouveaux immigrants, qu'ils viennent de l'UE ou d'ailleurs. En revanche, cela ne leur semble pas valable par rapport aux étrangers légalement installés sur le sol helvétique. Les leaders sont en retrait mais ils approuvent toutefois majoritairement une préférence nationale par rapport aux immigrés hors UE (sans doute moins qualifiés). La droite se montre plus favorable à ces mesures que la gauche qui y reste cependant majoritairement positive par rapport aux nouveaux immigrants.

PAS D'ÉVOLUTION SUR LE CONTINGENTEMENT DES TRAVAILLEURS DE L'UE DEPUIS 2010

Compte tenu de la situation actuelle, pensez-vous que le Conseil fédéral devrait réintroduire le contingentement des travailleurs en provenance de l'Union européenne?

Leaders	% de OUI	
	2010	2011
SA	21%	13%
SR / TI	13%	23%
Droite / Centre	23%	8%
Gauche	8%	
Population		
SA	47%	
SR	38%	
TI	55%	
Droite / Centre	58%	
Gauche	24%	

La population est plus convaincue que les leaders qu'il faut introduire un contingentement des travailleurs venant de l'UE, sans toutefois y être majoritairement favorable, sauf chez les Tessinois (55% contre 47% des Alémaniques et 38% des Romands) ainsi qu'à droite / centre (58% contre 24% à gauche). A noter que les Suisses de souche, les naturalisés et les étrangers s'expriment de la même façon! Chez les leaders, on retrouve ces tendances mais en mineure.

4 Régulièrement taxés de xénophobes, les Suisses sont en réalité ouverts. Ainsi, autoriser les enfants de sans-papiers à suivre un apprentissage, puis les régulariser, suscite l'approbation de la population et des leaders.

Quelle politique d'immigration pour la Suisse?

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

Aussi étonnant que cela puisse paraître, la politique d'immigration de la Suisse n'est pas si mal vue! La majorité des leaders et de la population en approuvent les grandes lignes. La gauche pencherait vers plus de générosité, la droite vers moins de laxisme. La population est plus sévère que les leaders, les Alémaniques surtout, mais l'âge du répondant n'induit pas de différence.

Qu'elle soit abordée sous l'angle des réfugiés, de l'accueil d'une main-d'œuvre peu ou au contraire très qualifiée, l'immigration ne semble guère poser problème aux Suisses interrogés, ce qui rassure en regard des accusations régulièrement portées sur un pays qui serait ou deviendrait xénophobe et perdrait sa tradition d'accueil.

La magnanimité des répondants se retrouve plus loin concernant les sans-papiers: le débat ouvert récemment sur la possibilité d'offrir des places d'apprentissage à leurs enfants ne pose pas problème. Tout

comme la majorité du Conseil des Etats qui a adopté en septembre 2010 une motion du National pour modifier la loi en ce sens, leaders et population sont d'accord. En toute cohérence, ils pensent qu'il faudra aussi régulariser le statut de ces jeunes au moment où ils chercheront un emploi grâce à leur CFC nouvellement acquis. Mais cette décision ne veut pas dire qu'il faut ouvrir les portes de l'immigration clandestine. Au contraire, la seule solution à terme est de réduire le nombre des sans-papiers disent 66% de la population et 57% des leaders.

Qu'en est-il maintenant de cette autre forme d'immigration qui provient de l'afflux des cadres étrangers depuis les accords bilatéraux de libre circulation avec l'UE? Les résultats vont dans le même sens qu'au chapitre précédent, lorsque la problématique était abordée sous l'angle de l'aménagement du

«LA SUISSE ÉTAIT, RESTE ET RESTERA UNE TERRE D'ACCUEIL SI ELLE VEUT GARDER UNE FONCTION INTERNATIONALE. NOS AUTORITÉS DOIVENT CONSIDÉRER CETTE RESPONSABILITÉ COMME FONDAMENTALE, ET EN PRÉPARER LES BASES LÉGALES, POLITIQUES, SOCIALES ET ÉDUCATIONNELLES.»

PAROLE DE LEADER

mique et d'ouverture à d'autres cultures. Sur tous ces points, la population de souche, naturalisée ou étrangère s'exprime pratiquement de la même façon. C'est bon signe! Un Suisse sur deux et un leader sur trois pensent qu'il est devenu plus difficile

territoire. Les leaders se montrent très modérés alors qu'une forte minorité de la population pense que ces cadres font concurrence aux Suisses et qu'ils n'ont pas la même culture professionnelle. Quatre répondants sur dix affirment que les Suisses se sentent peu ou prou dépossédés de leur pays. Le Tessin se montre beaucoup plus soucieux que les Alémaniques ou les Romands. Toutefois, les résultats sont globalement positifs et ils s'expliquent par le fait que les ressortissants de l'UE s'intègrent plutôt bien.

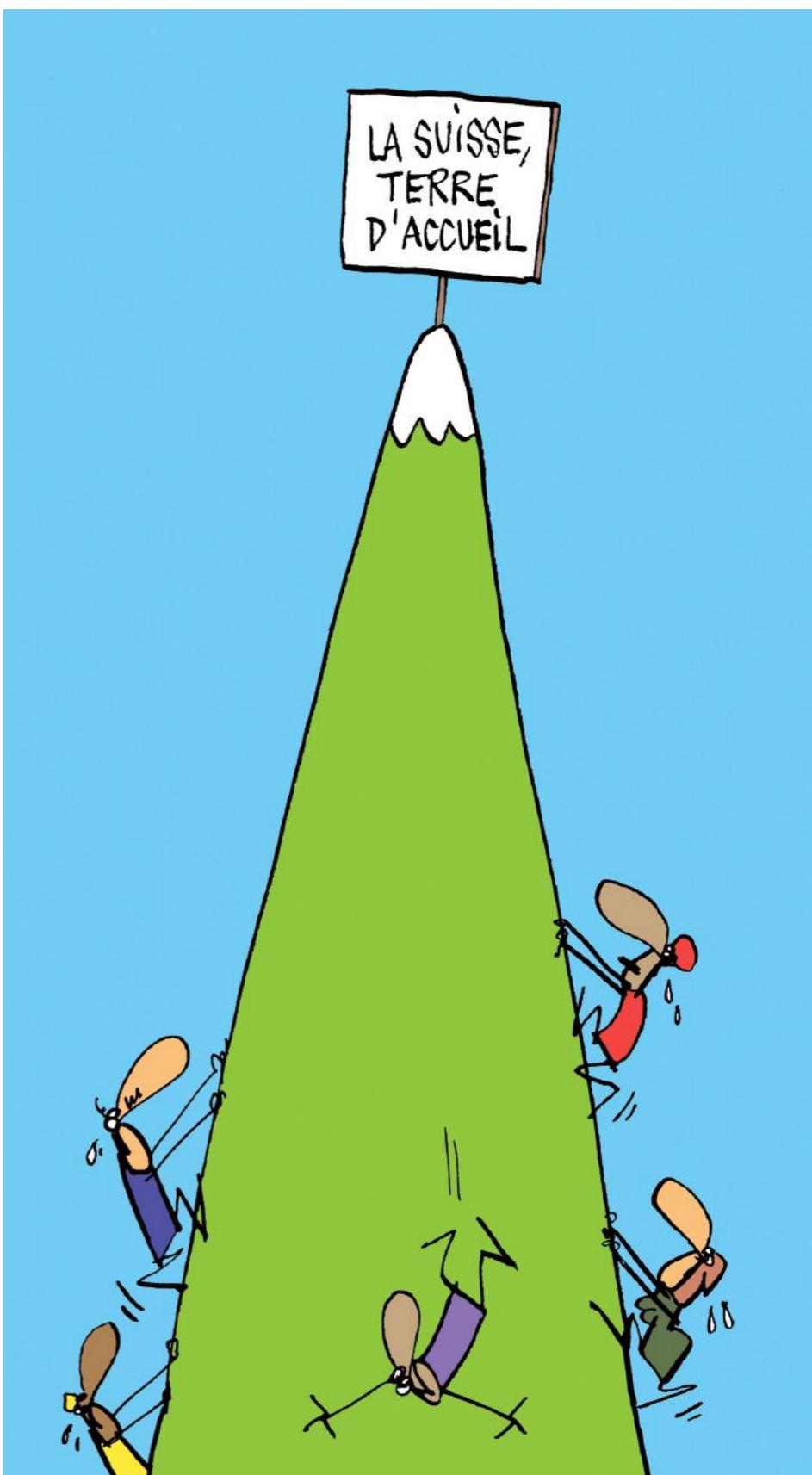
Ce ne serait pas le cas des étrangers provenant d'ailleurs, de plus loin, d'autres cultures... même si la gauche et la droite divergent fondamentalement sur cette perception. Voilà qui explique pourquoi le calme des Suisses face à leur immigration ne les empêche pas de relever qu'elle soulève bien des problèmes, en particulier au niveau de l'école et de l'insécurité. Même si les leaders sont un peu en retrait, ils partagent ces deux préoccupations avec la population alors qu'ils s'en éloignent sur la question du chômage par exemple ou des conflits religieux latents. Sur le plan des apports de l'immigration, on relèvera qu'elle est considérée comme un facteur de dynamisme écono-

d'accepter les étrangers alors qu'un quart penche au contraire vers plus de facilité parce que la mixité est devenue une réalité de tous les jours et que la société est toujours plus tolérante. Pour expliquer les difficultés nouvelles, 17% de la population avancent que le nombre des étrangers ne cesse d'augmenter et le fait qu'ils viennent de plus loin ou sont plus différents (26%) et que certains chercheraient moins à s'intégrer (19%). Les leaders pensent que les campagnes de l'UDC n'arrangent pas les choses.

Malgré tout, la Suisse s'en sort mieux que ses voisins en matière d'intégration affirment 30% des leaders et 36% de la population alors que respectivement 10% et 13% pensent qu'elle fait moins bien. De la même façon, un tiers de leaders mais presque la moitié de la population s'inquiètent d'une possible difficulté de cohabiter d'ici dix à quinze ans entre Suisses et étrangers. Ce sont des proportions importantes qu'il ne faut pas négliger, même si elles s'expriment de façon modérée puisque les réponses franchement pessimistes sont le fait de 5% des leaders et de 15% de la population seulement.

Quelque peu le goût du risque, de redresser la situation scolaire et de regagner confiance dans la qualité de vie en Suisse par rapport à d'autres, plus touchés encore. Le portrait de la Suisse d'aujourd'hui serait donc celui d'une nation endormie dans le confort et l'individualisme, mais où il fait mieux vivre qu'ailleurs, et qui doit faire attention à son niveau scolaire, disent surtout les leaders.

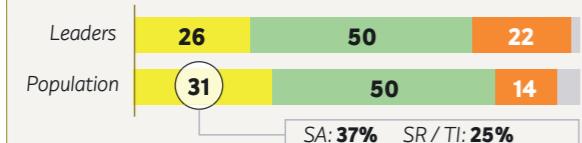
En conséquence, elle reste encore et toujours meilleure que les autres pays sur tout, sauf la culture où elle est assez équivalente. Par rapport aux jugements émis en 2007, on constate que la crise n'a pas fait varier sensiblement les opinions, parfois légèrement en retrait, parfois un peu plus optimistes, mais toujours largement situées dans le champ du meilleur. □



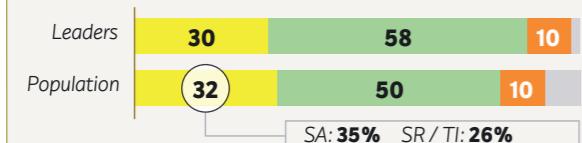
LA POLITIQUE D'IMMIGRATION DE LA SUISSE ASSEZ BIEN JUGÉE

De manière générale, comment jugez-vous la politique d'immigration de la Suisse?

Sur le plan humanitaire



Sur le plan économique, concernant les étrangers de faible qualification



Sur le plan économique, concernant les étrangers cadres ou cadres supérieurs



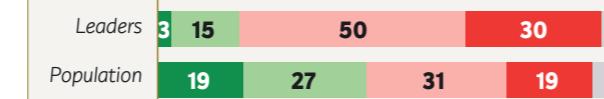
La majorité des leaders et de la population portent un jugement favorable sur la politique d'immigration de la Suisse, qu'il s'agisse du plan humanitaire, des cadres ou de la main-d'œuvre non qualifiée. Moins d'un tiers de la population la trouve trop laxiste, et moins de 15% la voudraient plus généreuse. Les Alémaniques sont un peu plus sévères que les Romands, mais dans une assez faible mesure. C'est la droite qui se plaint le plus d'une politique trop ouverte sur le plan humanitaire (54%) alors que les apolitiques (37%), le centre (30%) et la gauche (10%) sont plus modérés, 28% de cette dernière étant persuadés qu'elle est même trop restrictive, de même que 15% concernant l'accueil des étrangers peu qualifiés et 5% concernant les cadres. Il n'y a guère de différence entre les classes d'âges. Chez les leaders de gauche, 50% trouvent la politique humanitaire trop restrictive, 21% envers la main-d'œuvre non qualifiée et 16% envers les cadres. A droite/centre, ces chiffres n'atteignent respectivement que 9%, 5% et 19%.

«L'ERREUR ESSENTIELLE EST DE REFUSER DE CONSIDÉRER LA POPULATION IMMIGRANTE COMME UNE POPULATION QUI VA DEVENIR SUISSE.» PAROLE DE LEADER

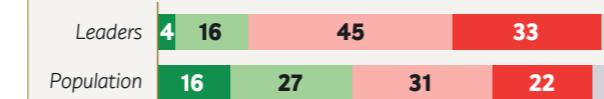
LES CADRES ÉTRANGERS ONT LA COTE!

On entend parfois les opinions négatives suivantes sur la présence de cadres étrangers dans certaines régions. Indiquez si elle correspond à votre propre sentiment?

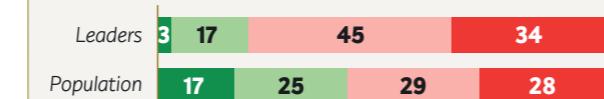
Les cadres étrangers font trop de concurrence aux Suisses



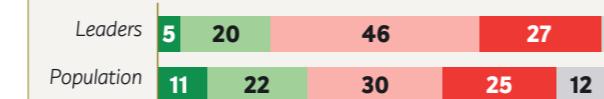
Les bases du succès suisse sont en danger car les cadres étrangers n'ont pas la même culture professionnelle



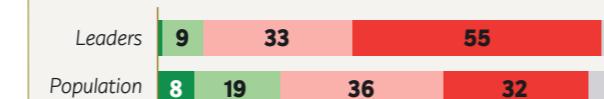
Les Suisses se sentent de plus en plus dépossédés de leur pays



Les cadres étrangers qui arrivent ne recrutent ensuite que des ressortissants de leur pays



Le développement économique actuel ne profite plus aux Suisses

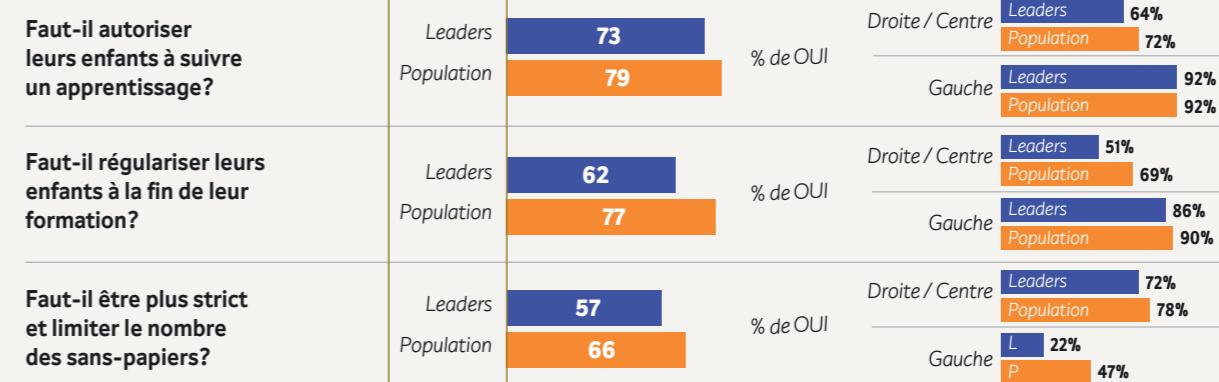


Tout à fait d'accord Assez Pas vraiment Pas du tout Sans réponse

Priés de réagir à une série d'affirmations sur les conséquences de la présence d'un grand nombre de cadres étrangers en Suisse, les leaders se montrent très modérés: ils n'y voient vraiment pas d'effets secondaires néfastes, et cela quelle que soit la tendance politique du répondant ou sa localisation géographique. En revanche, une forte minorité de la population pense qu'ils font concurrence aux Suisses (46%), qu'ils n'ont pas la même culture professionnelle (43%), que les Suisses se sentent peu ou prou dépossédés de leur pays (42%). Heureusement, seul un quart estime que le développement économique que connaît la Suisse ne profite plus à ses ressortissants. Dans la population, les opinions sont assez semblables quel que soit l'âge mais le Tessin se montre beaucoup plus sévère que les Alémaniques ou les Romands, de même que la droite par rapport au centre, aux apolitiques mais surtout à la gauche.

IL FAUT LIMITER LE NOMBRE DES SANS-PAPIERS MAIS LEURS ENFANTS DOIVENT ÊTRE BIEN TRAITÉS

Les sans-papiers en Suisse



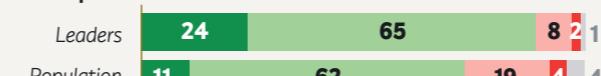
Pour les deux tiers de la population, il faut limiter le nombre des sans-papiers mais un nombre plus grand encore affirme que les enfants des clandestins présents en Suisse doivent pouvoir accéder à l'apprentissage et être ensuite régularisés. Chez les leaders, sans doute plus légalistes, les tendances sont moins marquées quoique majoritairement favorables

toutefois. On constate une bonne concordance des opinions entre leaders et population de même tendance politique. Les deux échantillons souhaitent une politique plus stricte et une limitation du nombre des sans-papiers. Seuls les leaders de gauche s'y opposent fortement alors que la population de gauche se montre partagée.

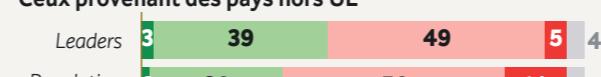
INTÉGRATION DÉFICIENTE CHEZ LES RESSORTISSANTS HORS UE

Trouvez-vous que les immigrés s'intègrent bien?

Ceux provenant de l'UE



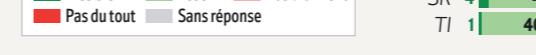
Ceux provenant des pays hors UE



Leaders



Population



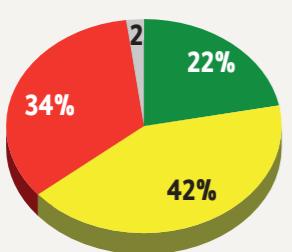
Si les ressortissants de l'UE s'intègrent plutôt bien, ceux qui proviennent d'ailleurs le font plutôt mal selon 54% des leaders et 64% de la population. Cette perception est très politisée puisque gauche et droite divergent aussi bien dans l'un que dans l'autre des échantillons. Sur le plan régional, la population romande est plus clément dans son jugement (45% disent que les immigrants hors UE s'intègrent) que les Alémaniques (27%) ou les Tessinois (40%).



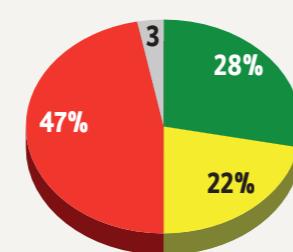
LES SUISSES ACCEPTENT MOINS BIEN QU'AVANT LES ÉTRANGERS

Pensez-vous que, de manière générale, les Suisses ont plus de difficulté à accepter les immigrés à l'heure actuelle par rapport aux années 60-70 ou, au contraire, que cela leur est plus facile qu'avant?

LEADERS

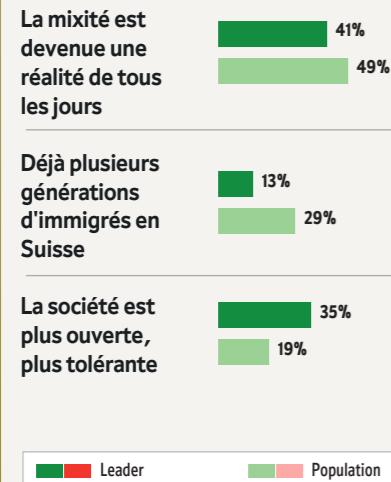


POPULATION

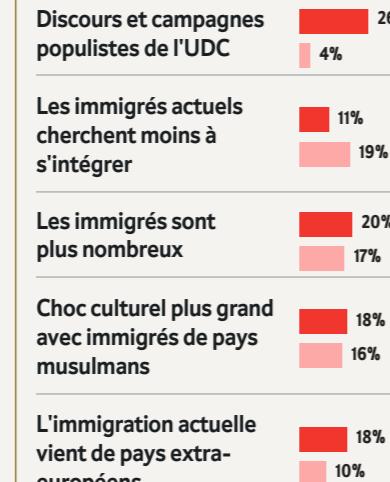


Spontanément, pourquoi l'acceptation est plus facile / plus difficile ?

ACCEPTATION PLUS FACILE



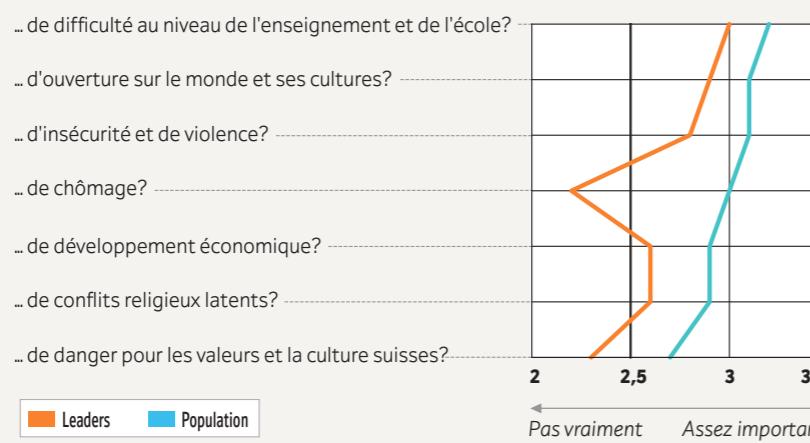
ACCEPTATION PLUS DIFFICILE



Pour la moitié de la population et un bon tiers des leaders, les Suisses ont plus de mal qu'avant à accepter les étrangers qui vivent sur leur sol. Un quart pensent au contraire que cela leur est plus facile. Les Alémaniques et la droite ressentent une évolution plus négative. En outre, dans la population, 63% des plus de 60 ans, qui ont donc vécu l'historique, l'affirment aussi. Les raisons avancées par la population tiennent au fait que les immigrés sont toujours plus nombreux, viennent de plus loin et cherchent moins à s'intégrer. Les leaders ajoutent à cela les campagnes de l'UDC. Les raisons qui expliquent que la situation s'améliore sont liées à une mixité devenue réalité de tous les jours, à l'habitude et à une société toujours plus tolérante.

L'IMMIGRATION: SOURCE DE PROBLÈMES ASSEZ, OU TRÈS IMPORTANTS!

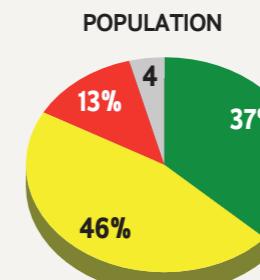
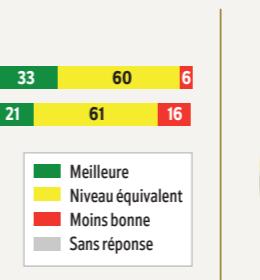
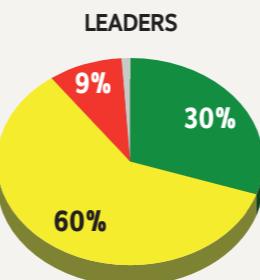
Quel est votre sentiment personnel vis-à-vis de l'immigration actuelle en Suisse? Est-elle un facteur important ou non...



Leaders et population portent un regard assez différent sur les conséquences de l'immigration en Suisse. Les répondants du grand public sont plus nombreux à voir une difficulté au niveau des écoles, une source d'insécurité et de chômage, de conflits religieux latents et de perte de valeurs. En revanche, ils sont aussi plus convaincus que c'est un facteur de dynamisme économique et d'ouverture sur d'autres cultures. C'est sur le chômage que les leaders s'éloignent le plus du jugement de la population. De façon générale, et quelle que soit la proposition soumise, la gauche est plus clément que la droite ou le centre alors que les Alémaniques sont les plus sévères.

LA SUISSE FAIT UN PEU MIEUX QUE SES VOISINS EN MATIÈRE D'INTÉGRATION DES ÉTRANGERS

En comparaison internationale, diriez-vous que la Suisse est aujourd'hui meilleure, de niveau équivalent ou moins bonne que d'autres pays développés concernant l'intégration des étrangers?



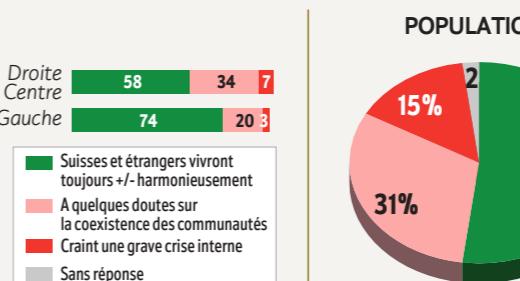
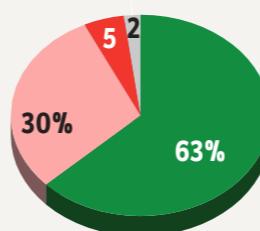
Malgré toutes les craintes enregistrées précédemment, la Suisse s'en sort mieux que ses voisins en matière d'intégration. C'est ce qu'affirment 30% des leaders et 36% de la population alors que respectivement 10% et 13% pensent qu'elle fait moins bien. Dans

le grand public, la droite, les jeunes et les Tessinois sont plus optimistes. Chez les leaders, on ne trouve de différence qu'entre la droite et la gauche.

UN DOUTE DANS LA POPULATION POUR L'AVENIR DE LA COHABITATION

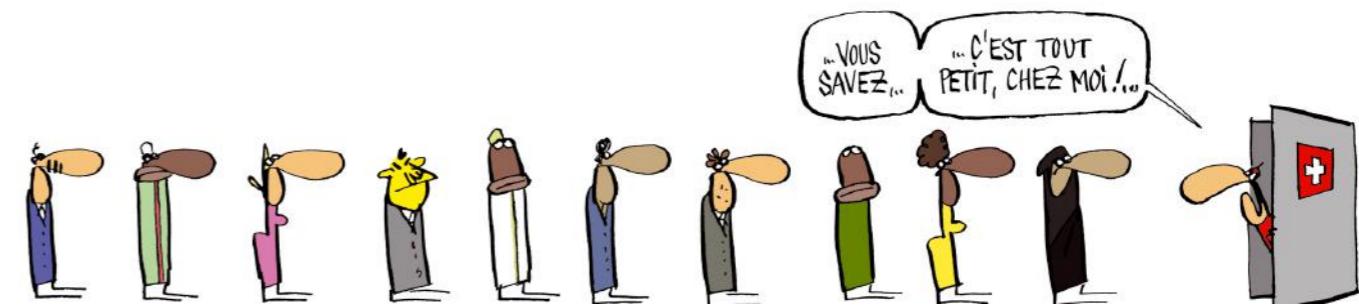
D'ici 10 à 15 ans, avez-vous confiance dans l'intégration harmonieuse de la population étrangère en Suisse?

LEADERS



Un tiers de leaders mais presque la moitié de la population manifestent un certain doute quant à l'avenir d'une cohabitation harmonieuse dans les prochaines décennies. Heureusement, les craintes s'expriment en mineure et les réponses franchement

pessimistes sont le fait de 5% des leaders et de 15% de la population seulement. Comme précédemment, les Alémaniques et les Tessinois sont plus soucieux que les Romands et, surtout, la droite beaucoup plus que la gauche.





Pas de révolution, mais une politique des petits pas. Au fil des années, les Suisses, optimistes, sereins et fiers d'eux-mêmes, ont de moins en moins envie de réformer leur système politique. Pour la majorité, l'avenir du pays se joue hors de l'UE.

Quelle perception de la Suisse au sortir des années de crise?

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

Chaque année, le questionnaire Sophia reprend une série de questions fondamentales qui permettent d'établir l'état de l'opinion sur la Suisse, ses institutions, son positionnement dans le monde, sa politique envers l'UE et son état de confiance. Nous nous étonnons l'an dernier que, malgré les années de crise et les «affaires» diverses qui avaient secoué le pays, la stabilité soit de mise. Elle perdure cette année!

Tout d'abord, les répondants pensent-ils qu'il faille réformer le système politique suisse? Depuis douze ans que nous posons la question, le besoin de réformes profondes s'atténue puisqu'il touchait 45% des leaders et 33% de la population en 1999 alors qu'il n'atteint plus respectivement que 21% dans les deux échantillons en 2011. Même chez les plus jeunes, l'envie de modifier les choses n'est pas grande: 17% chez les leaders de moins de 55 ans et 27% dans la population de moins de 30 ans. Ainsi,

la Suisse doit donc continuer à mener sa politique de réformes à petits pas afin de s'adapter à la modernité sans remous ni révolution. Ainsi, les résultats 2010 qui montraient une population assez sereine malgré les affaires récentes (otages en Libye, sauvetage d'UBS, crise des fichiers, etc.) avaient donc tout juste car il en faut beaucoup plus aux Suisses pour perdre confiance! Et cela va continuer ainsi puisque l'optimisme est en hausse par rapport à l'an dernier concernant l'évolution de la compétitivité économique du pays, la paix du travail, les

«LE NOMBRILISME DE LA SUISSE ET SES «PETITS» PROBLÈMES L'EMPÈCHENT D'AVOIR DE L'AMBITION POUR LE MONDE: OBJECTIF DU MILLÉNIUM, PARTICIPATION À LA CRÉATION DE L'EUROPE, ETC. ELLE DEVRAIT RÉAPPRENDRE À VOULOIR INFLUENCER LA MARCHE DU MONDE DANS SES DOMAINES DE PRÉDILECTION: GENÈVE INTERNATIONALE, FINANCES ET BANQUES, SOLIDARITÉ À LA DUNANT»

PAROLE DE LEADER

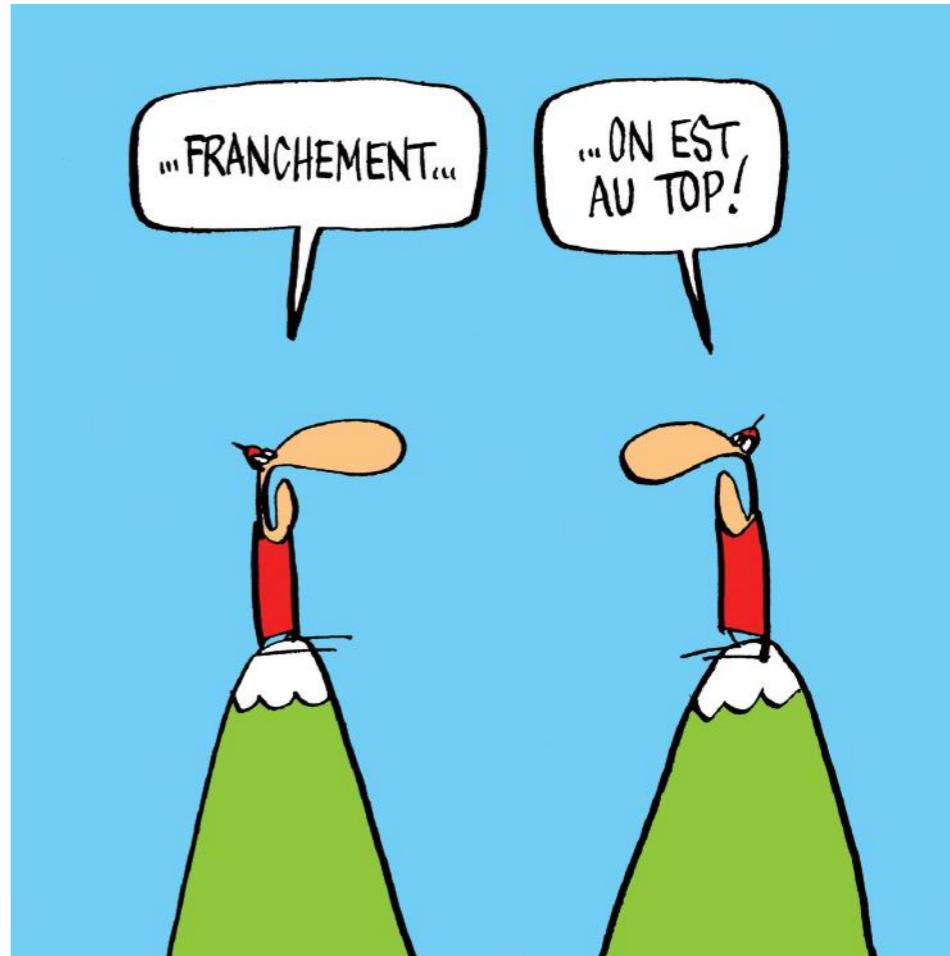
conditions de travail, le pouvoir d'achat, l'image de la Suisse dans le monde... Même la confiance des Helvètes dans leur système financier va s'améliorer, tout en restant encore fragile toutefois. Seul l'avenir des retraites continue de poser problème comme nous l'avons déjà vu dans ce dossier.

Outre, d'aller bien, la Suisse reste encore et toujours première de classe selon les répondants, qu'il s'agisse de son marché du travail, de sa qualité de vie, de son niveau de sécurité, de sa protection sociale ou de ses institutions... L'an dernier, les répondants disaient que, pour redorer son blason face à l'opinion internationale, la Suisse pouvait compter sur son dynamisme et son savoir-faire économiques. Ils n'ont pas été démentis. Ils plaçaient ensuite son image démocratique et son exemplarité environnementale qui n'ont pas été prises en défaut non plus.

Faut-il accuser les Suisses de se sentir supérieurs? Non, puisque les ressortissants d'autres pays en disent autant, une fois passées les inévitables moqueries sur l'accent, la lenteur, les coffres-forts et le chocolat... En février sortaient les résultats du «Nation Brands Index (NBI) 2010» où la Suisse occupe toujours le huitième rang. Cette étude est menée dans vingt des principaux pays développés du monde pour comparer l'image de cinquante nations. Le meilleur score attribué à la Suisse (2^e rang) provient du jugement de l'Allemagne et le plus mauvais (12^e rang sur 50) de la Turquie. L'engagement de la Suisse en faveur de l'environnement ainsi que son excellente qualité de vie ont, cette année encore, été considérés comme ses principaux atouts.

Huit Suisses sur dix sont donc fiers de l'être! Après les années 90, inaugurées à Séville avec le fameux slogan «La Suisse n'existe pas» et qui avaient vu la Suisse, allongée sur le divan du psy, se remettre profondément en question, les années 2000 l'ont connue guérie, ce qu'attestait le grand succès des T-shirts et autres accessoires arborant fièrement la croix suisse. Ce moral au beau fixe semble perdurer au début de cette décennie. D'ailleurs, la confiance en l'avenir est stable cette année chez les leaders avec 62% qui se réjouissent de l'époque passionnante qu'ils vont vivre et un tiers qui craignent une instabilité, voire une décadence. Dans la population, les craintes sont plus sérieuses que chez les leaders puisqu'elles touchent 46% des répondants, mais contre 60% l'an dernier!

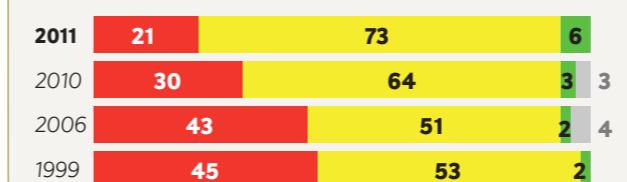
Confiance en l'avenir, soit, mais un avenir hors de l'UE! C'est encore et toujours la position de la grande majorité des leaders et de la population. Ces chiffres sont en augmentation par rapport à l'an dernier et le dossier européen n'est donc toujours pas mûr, d'autant que les leaders semblent encore moins convaincus cette année que lors des vagues précédentes. o



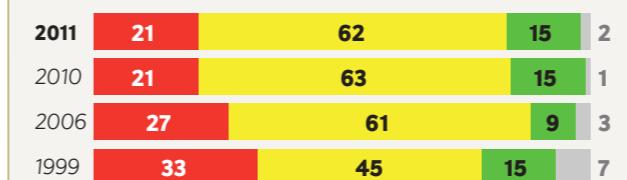
PAS DE CHANGEMENTS MAJEURS POUR LE SYSTÈME POLITIQUE SUISSE!

Le système politique appelle-t-il à des changements?

LEADERS



POPULATION



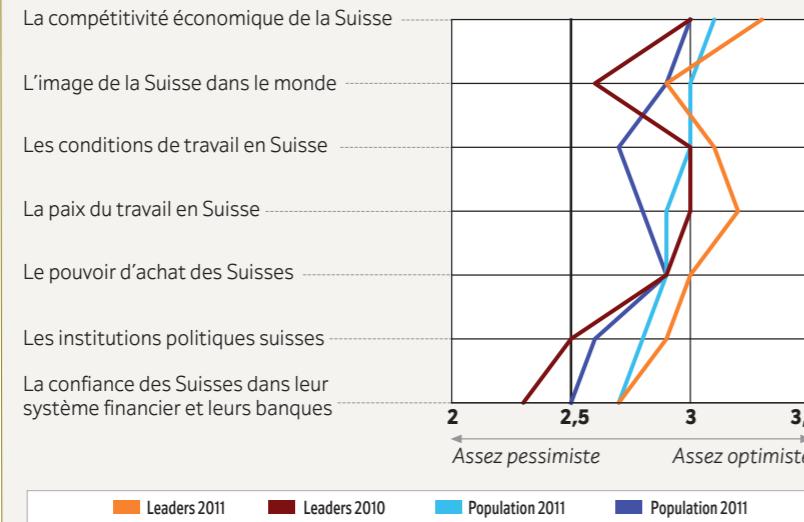
■ Changements profonds
 ■ Simples aménagements
 ■ Aucune modification
 ■ Sans réponse

Il n'y a aucune raison de réformer profondément le système politique suisse affirment 73% des leaders et 80% de la population. Chez les premiers, les adeptes de changements profonds se recrutent plus chez les Latins (32% contre 15% des Alémaniques), à gauche (33% contre 15% à droite) et un peu plus chez les leaders de la politique plutôt que de l'économie (23% contre 17%).

Dans la population, les résultats sont strictement semblables à ceux de l'an dernier. Les adeptes de changements profonds diminuent avec l'âge des répondants, passant de 27% chez les moins de 30 ans à 17% chez les plus de 60 ans. Ce sont encore et toujours les Latins qui ont l'âme révolutionnaire (27% contre 18% en Suisse alémanique). Il n'y a guère de différence cette année entre les tendances politiques, sauf que la population n'est pas en phase avec ses leaders puisque la droite (25%) et les apolitiques (24%) souhaitent à peine plus que la gauche (19%) et le centre (11%) des changements profonds alors que c'est le contraire chez les leaders. Toutefois, les Suisses manifestent encore cette année une forte confiance dans leurs institutions.

UN OPTIMISME EN HAUSSE POUR LA SUISSE PAR RAPPORT À L'ANNÉE DERNIÈRE

Etes-vous plutôt optimiste ou plutôt pessimiste quant à l'évolution de la Suisse pour les trois prochaines années?

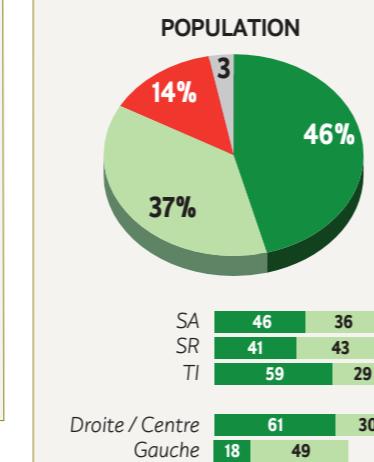
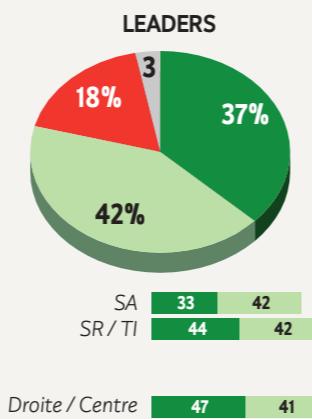


Les chiffres de l'optimisme se passent de commentaires, d'autant que, outre être excellents, ils sont encore meilleurs que ceux de l'an dernier, influencés toujours par la situation économique incertaine. Les leaders et la population voient avec sérénité l'évolution de la compétitivité économique du pays (95% et 85%), la paix du travail (95% et 78%), les conditions de travail (92% et 78%), le pouvoir d'achat (85% et 77%), l'image de la Suisse dans le monde (78% et 79%), les institutions politiques suisses (74% et 66%) et même la confiance des Suisses dans leur système financier (69% et 61%). Seul l'avenir des retraites semble poser problème comme nous l'avons déjà vu précédemment (51% et 43%). Chez les leaders, les Latins et les Alémaniques sont à peu près aussi confiants les uns que les autres et c'est la gauche qui semble la plus soucieuse, même si elle reste toutefois majoritairement optimiste. Dans la population, systématiquement plus soucieuse que les leaders, ni l'âge ni la région ni la tendance politique n'influencent sensiblement les résultats.



FIERS D'ÊTRE SUISSES LES SUISSES? À PEINE!

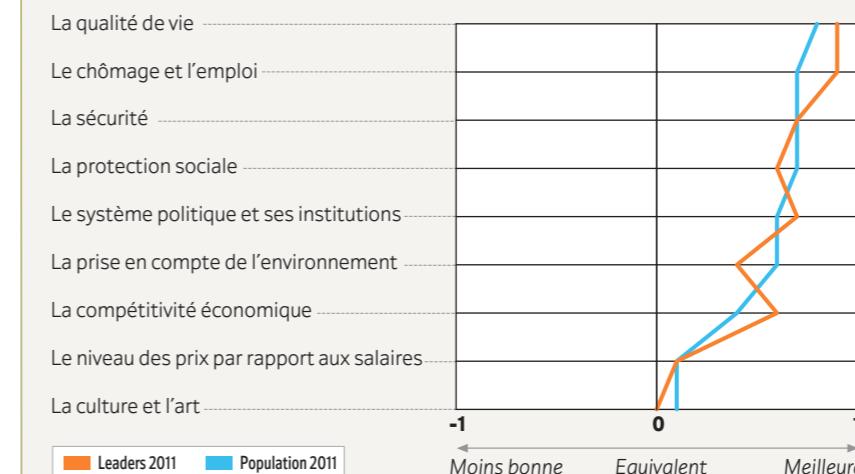
Aujourd'hui, diriez-vous que vous êtes fier ou non d'être Suisse?



En toute logique avec les comparaisons élogieuses qu'ils ont établies à la question précédente, 37% des leaders et 46% de la population sont TRÈS fiers d'être Suisses, auxquels il faut ajouter ceux qui le sont ASSEZ, pour un total positif de 79% et 83%. Seuls 18% des leaders disent le contraire. Qui sont-ils? Alémaniques pour 22% et à gauche pour 35%. Par ailleurs, 49% des leaders de droite et 47% de ceux qui travaillent au niveau international se disent très fiers. Dans la population, les moins fiers sont à gauche (27%) mais il y a unanimité partout ailleurs.

LA SUISSE RESTE PREMIÈRE DE CLASSE!

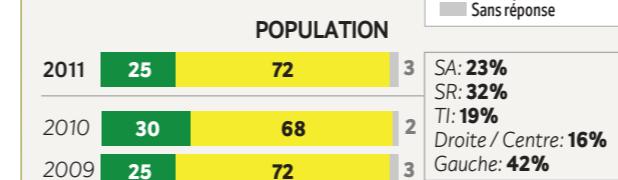
En comparaison internationale, diriez-vous que la Suisse est aujourd'hui meilleure, de niveau équivalent ou moins bonne que d'autres pays développés dans les domaines suivants:



Leaders et population sont unanimes: la Suisse est meilleure en tout! Qu'il s'agisse de son marché du travail, de sa qualité de vie, de son niveau de sécurité, de sa protection sociale ou de ses institutions. Même la culture et l'art d'une part et le niveau des prix d'autre part, qui semblaient préférables ailleurs l'an dernier, sont désormais revenus dans une bonne moyenne. A un niveau de perception aussi haut et aussi généralisé, les différences entre sous-groupes s'estompent et il y a pratiquement consensus aussi bien dans la population que chez les leaders. Tout au plus la gauche trouve parfois la Suisse d'un niveau semblable plutôt que supérieur à celui de ses voisins.

FAUT-IL ROUVRIR LE DOSSIER DE L'ADHÉSION À L'UE?

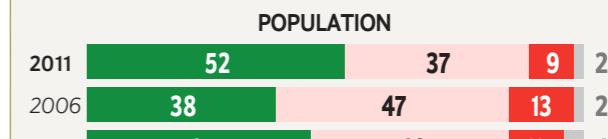
Trouvez-vous qu'il est temps de rouvrir le dossier de l'adhésion ou préférez-vous le statu quo?



Un quart de la population et un bon tiers des leaders le souhaitent. Ces chiffres sont en diminution par rapport à l'an dernier et il est évident que le dossier européen n'est toujours pas mûr, alors même que certains observateurs pressentent le bout de la voie bilatérale. Les tendances politiques s'opposent toujours autant: dans la population, 42% de la gauche souhaitent une réouverture, 24% du centre, 11% de la droite et 15% des apolitiques. C'est encore plus net chez les leaders où 73% de la gauche contre 21% de la droite/centre y sont favorables. La région est également déterminante avec 46% des leaders romands favorables contre 33% des Alémaniques et, dans la population, 32% des Romands, 23% des Alémaniques et seulement 19% des Tessinois, tendances constantes à travers le temps.

LE GOÛT DE L'AVENIR DOMINE CHEZ LES SUISSES!

Quelle est votre confiance pour les 15 prochaines années en Suisse et dans les pays voisins?



Legend:
█ Nous allons vivre une époque passionnante et vous avez confiance dans l'avenir
█ Notre époque est une période instable, voire périlleuse, et vous avez des craintes sérieuses quant au proche avenir
█ Nous allons vers une ère de décadence sur le plan politique et économique, et vous n'avez pas confiance dans l'avenir de cette société
█ Sans réponse

La confiance en l'avenir n'a jamais quitté les Suisses. Les leaders campent sur leur position de l'an dernier, avec 62% qui se réjouissent de l'époque passionnante qu'ils vont vivre, particulièrement ceux du centre et de la droite (65%) par rapport à ceux de gauche (56%). Un tiers toutefois craint une instabilité, voire une décadence. Dans la population, malheureusement, les opinions sont plus partagées puisque 52% seulement sont optimistes. Le pessimisme se constate surtout à droite (52%) et au Tessin (63% contre 42% des Alémaniques).

CONCLUSION

L'immigration, l'aménagement du territoire et l'adhésion à l'UE révèlent des gouffres.

A quelques mois des élections, quels sont les thèmes qui divisent?

En cette année électorale, il vaut la peine de se pencher, grâce à Sophia 2011, sur les différences majeures qui apparaissent entre la droite/centre et la gauche, qu'il s'agisse des leaders ou de la population. Chez les leaders, les opinions sont souvent diamétralement opposées, en particulier sur les questions d'immigration telles que la limitation du nombre des sans-papiers, la mauvaise intégration des immigrés hors UE, la disparition possible des Suisses de souche. Sur l'adhésion à l'UE, c'est un gouffre qui se révèle alors que l'écart est moins grand dans la population, même s'il va dans le même sens.

Dans le grand public, l'augmentation de la population en raison du solde migratoire positif et la disparition possible des Suisses de souche troublent la grande majorité de la droite dont la moitié se sent dépossédée de son pays, un pays dont 61% sont très fiers. A gauche, le flux migratoire semble une bonne solution au vieillissement mais bon nombre se montrent toutefois soucieux de la mauvaise intégration des immigrés hors UE ou d'une limitation plus stricte du nombre des sans-papiers. Les sondages préélectoraux donnent des partis traditionnels en perte de

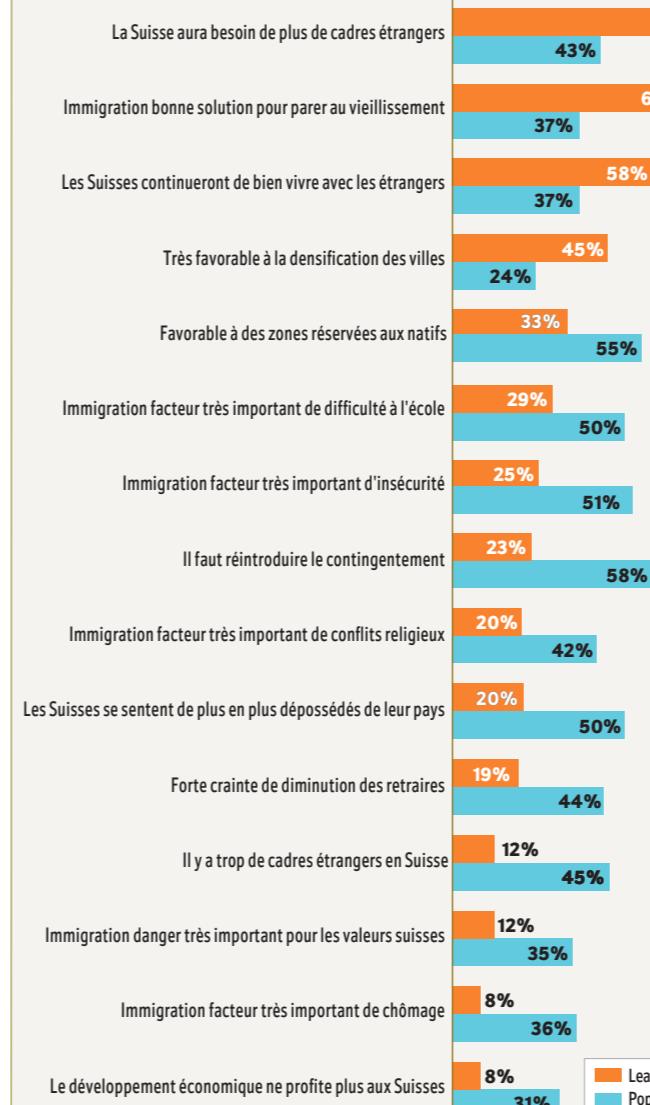
vitesse en regard d'une UDC victorieuse, et ils enregistrent une montée des nouveaux partis tels que PBD ou Verts libéraux. Il est dès lors intéressant de mesurer les écarts entre les leaders, dont il faut rappeler ici qu'ils n'appartiennent pas seulement au domaine de la politique, et la population du même bord, ce qui expliquerait peut-être cette désaffection par une prise en compte insuffisante des préoccupations de la base. Qu'en est-il? A droite, il semble évident que les questions d'immigration, avec leurs répercussions dans la vie de tous les jours (insécurité, école, valeurs), sont ressenties avec une intensité parfois fort différente par les leaders et la population. A gauche, les écarts sont moins prononcés et moins nombreux, mais il faut toutefois relever qu'une forte minorité du grand public de gauche se montre préoccupée. Une moitié, par exemple, craint pour l'avenir une situation tendue entre Suisses et étrangers, alors que ce souci ne touche qu'un quart des leaders de gauche. C'est sur la question européenne que leaders et population de gauche divergent fortement puisque 74% des uns prônent la réouverture du dossier d'adhésion alors que la base ne suit qu'à 42%.

PRINCIPALES DIFFÉRENCES D'OPINION ENTRE LA DROITE/CENTRE ET LA GAUCHE

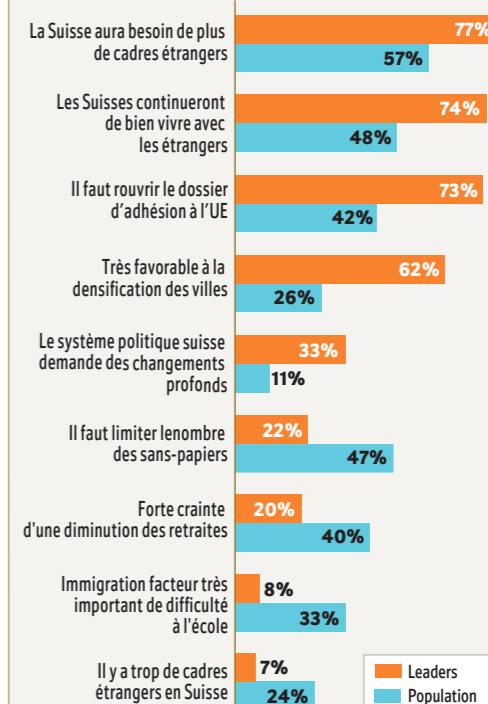
LEADERS	Droite/ Centre	Gauche
Très favorable à figer les zones constructibles	18%	49%
Disparition des Suisses de souche problématique	64%	34%
La politique humanitaire est trop ouverte	36%	5%
Tout faire pour limiter le nombre des sans-papiers	72%	22%
Les immigrés hors UE s'intègrent mal	63%	37%
Immigration facteur très important d'insécurité	25%	5%
Immigration facteur très important de difficulté à l'école	29%	8%
Très fier d'être Suisse	47%	13%
Rouvrir le dossier de l'adhésion à l'UE	21%	73%
POPULATION		
L'augmentation de la population par l'immigration est un problème très ou assez important	70%	44%
Les Suisses se sentent de plus en plus dépossédés de leur pays	50%	26%
Disparition des Suisses de souche problématique	66%	34%
Le flux migratoire est une bonne solution au vieillissement	37%	65%
Il faut réintroduire le contingentement	58%	34%
La politique humanitaire est trop ouverte	45%	10%
Tout faire pour limiter le nombre des sans-papiers	78%	47%
Les immigrés hors UE s'intègrent mal	72%	50%
Immigration facteur très important d'insécurité	51%	20%
Très fier d'être Suisse	61%	23%
Rouvrir le dossier de l'adhésion à l'UE	16%	42%

Au-delà de l'immigration en elle-même, les questions d'aménagement du territoire divisent aussi. A droite, la majorité de la population est très favorable à des zones réservées aux natifs alors qu'un tiers seulement de leurs leaders montrent le même enthousiasme. A gauche, c'est sur la question écologique de la densification des villes que l'écart est le plus flagrant avec 62% des leaders très favorables et 26% seulement de la population de gauche, qui a donc encore besoin d'être convaincue. Un écart, de

DIFFÉRENCE ENTRE LES LEADERS ET LA POPULATION DE DROITE / CENTRE



DIFFÉRENCES ENTRE LES LEADERS ET LA POPULATION DE GAUCHE



DIFFÉRENCES ENTRE LES LEADERS ET LA POPULATION



M.I.S TREND

- équipe de chercheurs engagés
- maîtrise des méthodologies
- créativité des questionnaires
- qualité scrupuleuse des échantillons
- résultats opérationnels

M.I.S Trend SA

Institut de recherches économiques et sociales

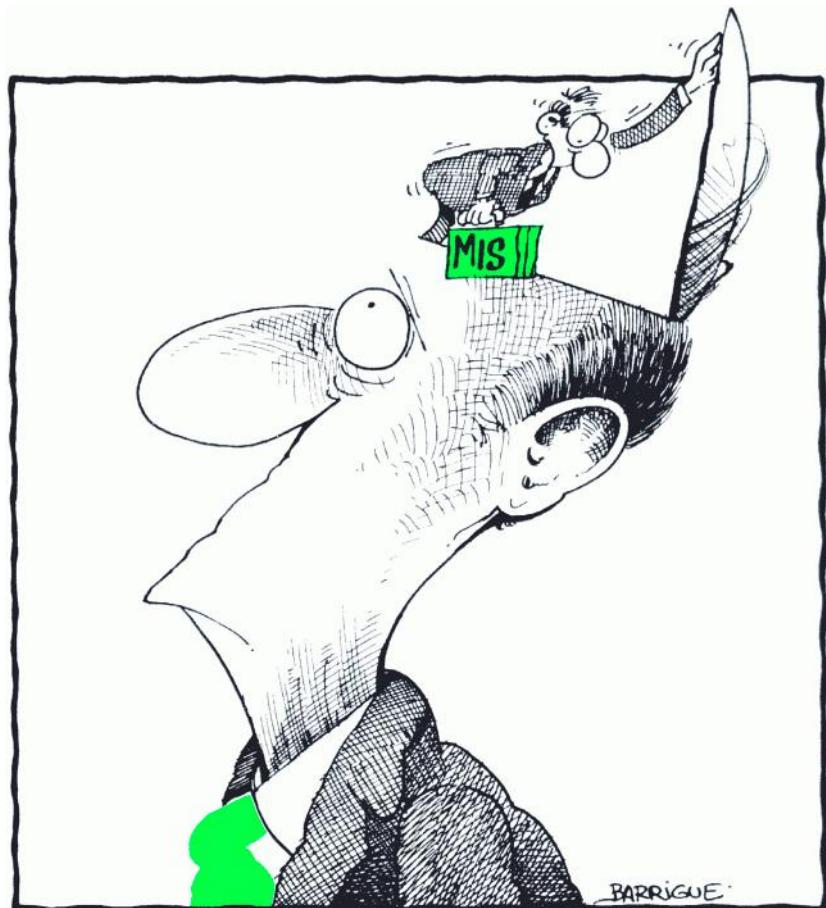
Pont Bessières 3, 1005 Lausanne

Worbrasse 225, 3073 Gümligen

021320 95 03 (T), 021312 88 46 (F)

info@mistrend.ch

www.mistrend.ch



**L'ACTUALITÉ
DANS TOUTES SES DIMENSIONS**



**L'HEBDO
SUR iPad**

- Le magazine de la semaine, les éditions régionales et les hors-séries
- L'info en direct, des vidéos d'actualité, et un dessin de Mix & Remix chaque jour

Pour toute information complémentaire et pour nos abonnés www.hebdo.ch/ipad

Prix de lancement: Fr. 2.20 par édition